



L'ÉTAT PRÉCAIRE DES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

AUTOMNE / HIVER 2025



RANDY BOSWELL
JOHN ENGLISH
JACK JEDWAB

COLIN ROBERTSON
EDWARD GREENSPON
DEBRA THOMPSON

DAVID J. ROVINSKY
JANICE STEIN
ANDREW COHEN

TABLE DES MATIÈRES

- 3 Introduction
RETOUR SUR UN MOMENT DÉCONCERTANT DE L'HISTOIRE DES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES
Randy Boswell
- 7 **LE PARCOURS DU CANADA: D'UN PARTENARIAT PROTECTEUR SUR LA « ROUTE AMÉRICAINE » À L'ÈRE DE LA PEUR, DU MÉPRIS ET DU CHAOS SOUS DONALD TRUMP**
John English
- 12 **EST-CE À CELA QUE SERVENT LES AMIS? ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS APRÈS LE SECOND AVÈNEMENT DU PRÉSIDENT TRUMP**
Jack Jedwab
- 17 **FAIRE FACE À « DONALD LE DÉTESTABLE »: RIPOSTER ET REMETTRE DE L'ORDRE CHEZ NOUS**
Colin Robertson
- 24 **NATIONALISME ET CONTINENTALISME: LE DÉFI TRUMP EST ANCRÉ DANS L'OS CANADIEN**
Edward Greenspon
- 29 **GUERRE CONTRE LE « WOKISME » ET RÉACTIONS (DOMESTIQUES) FACE À LA DIVERSITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION**
Debra Thompson
- 35 **LE CANADA SOUS L'OEIL DE TRUMP**
David J. Rovinsky
- 39 **« NOTRE RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS RESTERA TOUJOURS IMPORTANTE POUR NOUS »**
Janice Stein
- 43 **UN APPEL À DONALD TRUMP: JOIGNEZ LE CANADA!**
Andrew Cohen

THÈMES CANADIENS EST PUBLIÉ PAR



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES CANADIENNES 2024

CATRINA TAPLEY

Présidente du Conseil d'administration, Ottawa, Ontario

JANE BADETS

Ottawa, Ontario

FARID ROHANI

Vancouver, Colombie-Britannique

MARIKA WARNER

Toronto, Ontario / Winnipeg, Manitoba

D^R SRILATA RAVI

Edmonton, Alberta

XIAOYI YAN

Ottawa, Ontario

NICHOLAS BAKOPANOS

Montréal / Ottawa

NEELAM SAHOTA

Surrey, Colombie-Britannique

D^R JEAN-PHILIPPE WARREN

Université Concordia

Thèmes canadiens est une publication semestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Les collaborateurs et collaboratrices de *Thèmes canadiens* sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche et les publications sur le Canada.

Thèmes canadiens bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?

Écrivez-nous à *Thèmes canadiens*:

Thèmes canadiens / AEC

850-1980, rue Sherbrooke Ouest

Montréal, Québec H3H 1E8

Ou par courriel à <general@acs-aec.ca>

 @CANADIANSTUDIES



JACK JEDWAB
Éditeur

RANDY BOSWELL
Rédacteur invité

ABDELKRIM SERADOUNI
Traducteur

CAMILAHGO. STUDIO CRÉATIF
Design et mise en page

INTRODUCTION

RETOUR SUR UN MOMENT DÉCONCERTANT DE L'HISTOIRE DES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

RANDY BOSWELL

Randy Boswell est professeur à l'Université Carleton et ancien journaliste principal pour Postmedia News, où il a couvert l'actualité politique, scientifique et culturelle, tout en développant une expertise des récits liés à l'histoire du Canada. Il a participé à la rédaction de nombreux numéros de *Thèmes Canadiens*, la publication phare de l'Association d'études canadiennes (AEC), y compris cette édition.

En ces temps de fortes turbulences dans les relations canado-américaines, marqués par une guerre commerciale qui est à son paroxysme et un Président américain évoquant l'annexion du Canada en tant que « 51^e État », l'esprit canadien, ballotté par cette tempête, cherche un point d'ancre. Mes souvenirs me ramènent aux jours et aux semaines qui ont suivi les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Certes, ce n'était pas une période de calme dans le monde, mais ce moment nous rappelle à quel point la posture métaphorique du Canada vis-à-vis des États-Unis était autrefois « côte à côte », plutôt que « coudes en l'air ».

Rappelons-nous l'hospitalité de la population de Terre-Neuve-et-Labrador envers tant de passagers américains en détresse, ce geste d'amitié spontané des Canadiens, immortalisé dans la comédie musicale à succès *Come from Away*. Rappelons-nous aussi de John Manley, alors ministre des Affaires

étrangères, largement salué notamment dans un reportage du *Time* le consacrant « personnalité canadienne de l'année » — pour avoir exprimé avec éloquence, en pleine crise, la solidarité sans faille du Canada envers la nation meurtrie du Sud.

Promu au poste de vice-premier ministre pour sa gestion habile du dossier clé des relations canado-américaines durant ces jours sombres et pour sa capacité impressionnante à « orchestrer un moment transformateur dans l'histoire du Canada », selon *Time*, Manley incarnait le sentiment d'affinité et de compassion que tant de Canadiens éprouvaient alors envers leurs cousins américains meurtris. Leur tragédie était aussi la nôtre : 24 Canadiens avaient péri aux côtés de milliers d'Américains ce 11 septembre.

En tant que journaliste à Ottawa, j'avais été chargé de retracer l'ascension fulgurante de ce discret

technocrate local, devenu un symbole éblouissant des liens bilatéraux entre le Canada et les États-Unis, son portrait étant alors publié « sur fond de drapeaux canadien et américain, en pleine double page du magazine *Time*, dans son édition du Nord ».

Ce n'était qu'un moment éphémère, car cette vague d'émotions n'a pas duré très longtemps. Les différends relatifs à la sécurité des frontières, ainsi qu'une rupture plus grave liée à l'invasion américaine de l'Irak en 2003, ont rapidement suivi. Mais ce moment, dans le sillage du 11 septembre, nous rappelle d'autres épisodes de solidarité dans l'histoire canado-américaine — notamment les débarquements du jour J en Normandie, en juin 1944, où nos deux nations ont contribué, respectivement, à faire basculer le cours de la Seconde Guerre mondiale sur les plages de Juno et d'Omaha.

En ce début d'année 2025, un sombre nuage d'animosité plane au-dessus du 49^e parallèle. Les métaphores de hockey abondent — « nous ne reculerons pas devant un combat » —, les produits fabriqués aux États-Unis sont boudés dans les épiceries, et les *snowbirds*, en nombre record, ont choisi de ne pas se déplacer en Floride ; certains ont même pris l'avion pour rentrer chez eux plus tôt que prévu.

Malgré le regain de fierté nationale, tout le monde s'accorde à dire que ce n'est pas une bonne chose. Et la consternation générale règne à l'idée que le président américain puisse si rapidement transformer une amitié de longue date entre le Canada et les États-Unis — malgré des divergences occasionnelles — en un climat de suspicion, voire de crainte. Nous ne pouvons qu'espérer que ce moment, lui aussi, sera de courte durée.

Les auteurs ont été invités à partager leurs réflexions et leurs points de vue sur les relations entre le Canada et les États-Unis, aujourd'hui soudainement agitées. En prenant comme référence la guerre de 1812, cet événement historique lointain, il a été constaté que « depuis lors, à quelques exceptions près, le Canada et les États-Unis ont cultivé une relation durable caractérisée par des frontières communes, d'importants liens commerciaux et culturels, ainsi que des partenariats vitaux en matière de défense et de sécurité nationale... Mais face aux réactions suscitées par les provocations incessantes du Président Trump, assistons-nous à une transformation majeure de cette relation ? Quelles conséquences ce changement pourrait-il avoir sur nos échanges économiques, la sécurité frontalière et les autres aspects de notre avenir commun ? ».

Les réponses proposées par nos éminent(e)s auteur(e)s explorent ces enjeux sous toutes leurs facettes — et bien au-delà. Cette édition de *Thèmes Canadiens/Canadian Issues* présente un éventail de réactions vives, de réflexions approfondies et de pistes stratégiques, alors que le nouveau gouvernement libéral, dirigé par le premier ministre Mark Carney — tout comme les premiers ministres des provinces et territoires, confrontés à l'imposition de tarifs américains sur les exportations canadiennes — s'efforce de tracer une trajectoire dans les eaux troubles des relations bilatérales.

L'historien **John English**, professeur émérite à l'Université de Waterloo, retrace l'intégration progressive du Canada dans la sphère économique et sécuritaire nord-américaine, dominée par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. English souligne que cette relation a apporté à la

fois prospérité et protection, mais a aussi, occasionnellement, suscité des « sursauts nationalistes », lorsque les Canadiens s'inquiétaient de voir l'identité et l'indépendance de leur pays affaiblies sous l'influence dominante des États-Unis. Aujourd'hui, l'ère que English décrit comme le long voyage du Canada sur la « route américaine » est définitivement « terminée ».

Jack Jedwab, président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Metropolis, nous fait part des résultats d'un récent sondage qui révèle une « opinion négative record à l'égard des États-Unis » au sein de la population canadienne, ainsi qu'un nombre impressionnant de citoyens — un sur cinq — qui affirment craindre sérieusement l'éventualité d'une invasion militaire par les États-Unis. « Ce qui rend cela encore plus frustrant, note Jedwab, c'est que, dans l'histoire du Canada, les États-Unis ont toujours été perçus comme notre plus proche allié. » Une situation déconcertante, qui pousse Jedwab et bien d'autres Canadiens, à se demander : « Est-ce à cela que servent les amis ? ».

Colin Robertson, ancien diplomate de renom et membre de l'Institut canadien des affaires mondiales, l'affirme sans détour : « Les tarifs fracturent notre partenariat économique et nous obligent à reconsidérer ce qui a été notre relation la plus importante. » Mais la meilleure réponse, selon lui, est de transformer cette épreuve en une « opportunité historique pour mettre de l'ordre chez nous » — en abolissant les barrières commerciales internes, « en repensant notre sécurité collective avec nos alliés » et en engageant une série d'introspections visant à créer un Canada plus fort : « Une plus grande autonomie nous rendra plus résilients ».

Le journaliste et dirigeant d'un groupe de réflexion **Edward Greenspon**, ancien rédacteur en chef du *Globe and Mail* et aujourd'hui coprésident du Centre pour l'avenir du Canada, examine de près l'histoire du Canada pour nous rappeler que l'élection fédérale d'avril dernier, centrée sur les relations canado-américaines, s'inscrit dans une longue série de scrutins marqués par cette même question. Mais il nous met en garde contre la tentation de laisser la « colère nationaliste » devenir incontrôlable. Nous devons nous efforcer de maintenir l'accès au vaste marché américain, affirme-t-il, tout en diversifiant nos relations commerciales et en revitalisant nos stratégies économiques. « La propension de notre voisin à prendre des mesures arbitraires doit être conciliée avec notre situation géographique incontournable au sommet de l'Amérique du Nord », a averti M. Greenspon.

La politologue et auteure **Dr Debra Thompson**, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les inégalités raciales dans les sociétés démocratiques à l'Université McGill, analyse les répercussions transfrontalières de la « guerre contre le wokisme » menée par Donald Trump, ainsi que la manière dont « l'attaque frontale » de son gouvernement contre les programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) aux États-Unis constitue une « contre-révolution conservatrice » qui remet en cause les avancées récentes de nombreux mouvements progressistes. « Mais les Canadiens ne se contentent pas de réagir à ce qui se passe au sud de la frontière », prévient Thompson. « En effet, nous assistons déjà à une vague grandissante de sentiments anti-DEI, d'origine locale, influencés par le contexte national et profondément ancrés dans la réalité canadienne ». Depuis l'occupation d'Ottawa par le soi-disant « Convoi de la liberté » au début de 2022, jusqu'à la

« fragmentation » du soutien public à l'immigration et au multiculturalisme au Canada, Thompson perçoit dans ces signes de bonnes raisons de s'alarmer, alors que Trump poursuit sa purge idéologique aux États-Unis.

L'ancien diplomate américain **David Rovinsky**, Secrétaire de l'Association d'études canadiennes aux États-Unis, propose « la vision de Trump pour le Canada », qui met en lumière la fascination du Président américain pour l'expansionnisme et le protectionnisme durant l'âge d'or, il y a plus d'un siècle. « L'appel de Trump à l'annexion peut sembler surprenant », écrit Rovinsky, « mais il n'est pas sans précédent historique. Il s'agit simplement d'une autre facette liée à sa profonde nostalgie pour la politique américaine de la fin du XIX^e siècle. » Selon lui, les fanfaronnades de Trump sur un « 51^e État » font écho à la doctrine de la *Destinée manifeste*, alimentée par l'idée que « l'expansion territoriale des États-Unis était inévitable et légitime ». Selon M. Rovinsky, le niveau de danger auquel le Canada est confronté dépendra de la mesure dans laquelle « Trump instrumentalise sa rhétorique expansionniste ».

Janice Stein, professeure Belzberg en gestion des conflits et directrice fondatrice de l'École Munk des affaires internationales à l'Université de Toronto, souligne que, face à la menace que représente Trump pour l'industrie et l'indépendance du Canada, la stratégie la plus judicieuse consiste à « se tourner vers l'avenir et à investir dans la technologie et la productivité qui façonneront les économies de la prochaine génération ». Tout en mettant en garde qu'il serait « insensé » pour les Canadiens

de ne pas prendre au sérieux les propos de Trump sur la question du « 51^e État », elle affirme que les États-Unis demeurent un marché essentiel pour les produits canadiens et un allié clé : « Notre relation avec les États-Unis sera toujours importante pour nous. » Mais l'objectif prioritaire du Canada, insiste-t-elle, doit être de renforcer la confiance dans le gouvernement et les autres institutions publiques, afin d'éviter le type de dérive démocratique qui se déroule actuellement au sud de la frontière. « Il suffit de regarder, médusés et horrifiés, ce qui se passe aux États-Unis, notre plus proche voisin et allié, pour en mesurer le prix. »

Le journaliste et auteur **Andrew Cohen**, professeur adjoint à l'Université Carleton et spécialiste des relations canado-américaines, conclut notre discussion avec une proposition pour le moins audacieuse, adressée directement au Président américain et intitulée, sans détour : « Un appel à Donald Trump : joignez le Canada ! » Pour tout Canadien ayant enduré ces derniers mois les rodomontades incessantes et mal informées de Trump sur l'idée de s'emparer de notre pays, la charge satirique administrée par Cohen — sous forme d'invitation en bonne et due forme pour que les États-Unis rejoignent le Canada — s'avère merveilleusement thérapeutique. « En tant que Canadiens, vous hériteriez du Grand Nord », dit-il à Trump. « Inutile de nous le prendre, comme vous ne cessez de le menacer. Nous ne formerons plus qu'une seule et heureuse famille, unie du Golfe du Canada à la mer de Gretzky ».

LE PARCOURS DU CANADA : D'UN PARTENARIAT PROTECTEUR SUR LA « ROUTE AMÉRICAINE » À L'ÈRE DE LA PEUR, DU MÉPRIS ET DU CHAOS SOUS DONALD TRUMP

JOHN ENGLISH

John English est un auteur et historien canadien de renom. Il est professeur émérite à l'Université de Waterloo et directeur fondateur du Bill Graham Centre for Contemporary International History à l'Université de Toronto. Il a également été directeur exécutif du Centre for International Governance Innovation, un groupe de réflexion consacré à l'étude des affaires internationales. Ancien député libéral de Kitchener, Ontario, de 1993 à 1997, il est l'auteur de nombreuses biographies de premiers ministres canadiens, dont Arthur Meighen, Robert Borden, Lester B. Pearson et Pierre Trudeau, entre autres ouvrages.

Les empires en déclin vieillissent mal. Ils livrent des guerres qu'ils ne gagnent pas. Leurs dirigeants fantasques promettent de redonner à leur empire sa grandeur d'antan — en vain. Quant à leurs voisins, ils en subissent les conséquences.

Alors que les États-Unis connurent une ascension fulgurante vers la prospérité économique et la suprématie mondiale, le Canada fut l'un de leurs principaux bénéficiaires. Ancienne colonie britannique au temps de l'apogée impériale et économique du Royaume-Uni au XIX^e siècle, le Canada se tourna vers le Sud au XX^e siècle. Bien que l'automobile ait vu le jour en Europe, c'est à Detroit que furent fabriquées les premières carrosses. De l'autre côté de la rivière Détroit, à Walkerville — aujourd'hui un quartier historique de Windsor, en

Ontario — Gordon McGregor comprit qu'il pouvait conclure un accord avec Henry Ford et produire ses voitures pour le marché canadien. Les droits de douane de 35 % imposés par le Canada ne permettaient pas en effet à Ford d'expédier les voitures fabriquées à Détroit de l'autre côté de la rivière. Une branche de l'industrie automobile est née. En 1923, le Canada devenait le deuxième plus grand producteur d'automobiles au monde.

Alors que s'affirmait le « siècle américain », le Canada se lia de plus en plus à son voisin. Il conserva certaines particularités linguistiques britanniques, soutint un organisme public de radiodiffusion et subventionna des contenus canadiens, mais son économie, sa population et sa politique reflétèrent de plus en plus son intégration à la culture populaire

et au marché américain. Mary Pickford, née sur University Avenue à Toronto, devint « l'enfant chérie de l'Amérique » et la première millionnaire d'Hollywood. D'autres figures emblématiques canadiennes – Neil Young, Joni Mitchell, Céline Dion – conservèrent fièrement leur citoyenneté canadienne, mais élurent domicile aux États-Unis. Il en alla de même pour les plus grandes légendes du hockey canadien, Bobby Orr et Wayne Gretzky. Tous deux finirent par soutenir Donald Trump avec enthousiasme. Gretzky – un fidèle de Mar-a-Lago – obtint même la nomination de Trump pour devenir le premier gouverneur du Canada, dans l'éventualité où celui-ci deviendrait le 51^e État des États-Unis.

De temps à autre, les États-Unis réagissaient sur un ton hargneux, à l'instar du rappeur américain Kendrick Lamar à l'égard de son rival canadien Drake, affirmant que le Canada et les Canadiens n'étaient « pas comme nous ». Bien plus tôt, lors de la première année de la Grande Dépression en 1930, le Congrès américain promulgua le tarif Smoot-Hawley, qui a effectivement fermé le marché américain au Canada, son plus grand partenaire commercial. Henry Ford dénonça ce tarif comme étant « une absurdité économique », mais les forces populistes et nationalistes l'emportèrent.

Malgré leur proximité et leurs similitudes, les dirigeants canadiens et américains interagirent rarement avant la Seconde Guerre mondiale. Franklin Roosevelt mit fin à l'hésitation américaine et à la réserve canadienne. Le Premier ministre William Lyon Mackenzie King, diplômé

de Harvard comme Roosevelt et ami très proche de John D. Rockefeller Jr., fit ressortir le meilleur de l'aristocrate américain, qui détestait Hitler et appréciait la démocratie. Le Congrès avait adopté des lois de neutralité entre 1935 et 1937, mais Roosevelt en ignora l'existence en 1938 lors d'un discours à l'Université Queen's, sur le sol canadien. Il assura aux Canadiens : « Le Dominion du Canada fait partie de la fraternité de l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des États-Unis ne restera pas indifférent si l'intégrité du territoire canadien est menacée par un autre Empire.¹ » Pour les Canadiens, c'était le meilleur des deux mondes.

Roosevelt honora sa parole. Le 17 août 1940, peu après la chute de la France, lui et le premier ministre King signèrent un accord de défense conjoint à Ogdensburg, dans l'État de New York. Si la Grande-Bretagne venait à tomber, le Canada se retrouverait en première ligne – et les États-Unis seraient à ses côtés. À cette époque, comme l'écrivit l'historien Robert Bothwell, « King évoluait aisément dans l'ombre de Roosevelt² ». Aux yeux de Roosevelt, King était « des nôtres ». Le Canada tira d'énormes avantages de cette relation privilégiée. La déclaration conjointe faite par les deux hommes, le 20 avril 1941, à la résidence de Roosevelt à Hyde Park, eut pour effet de fusionner les économies canadienne et américaine à des fins de guerre – ce qui, dans les faits, signifiait couvrir presque tous les domaines – jusqu'en 1945.

Portée par cette expansion en temps de guerre, le produit intérieur brut du Canada a plus que doublé

1 Franklin D. Roosevelt, « Address at Queen's University, Kingston, Ontario, Canada, August 18, 1938. » The American Presidency Project à www.presidency.ucsb.edu/documents/address-queens-university-kingston-ontario-canada.

2 Robert Bothwell, *Alliance and Illusion: Canada and the World, 1945–1984* (Vancouver: University of British Columbia Press, 2007), 13.

entre 1939 et 1945. Grâce à l'intégration économique continentale, les Canadiens purent bénéficier de l'assurance-chômage, des allocations familiales et de prêts hypothécaires étatiques. Quant aux soldats revenus du front, ils reçurent des prestations exceptionnellement généreuses.³

Les Canadiens remarquèrent que le rapprochement avec les États-Unis coïncidait avec la transformation du Canada, passé de la pauvreté de la dépression, à une prospérité de classe moyenne. Peu à peu, les doutes traditionnels des Canadiens à l'égard d'un lien trop étroit avec leur voisin s'estompèrent. Il y eut toutefois des sursauts de nationalisme, notamment en 1956, face à l'intérêt financier américain dans un projet d'oléoduc, puis à la fin des années 1960, lorsque la guerre du Viêt Nam poussa de nombreux Canadiens à reprendre à leur compte les critiques virulentes formulées aux États-Unis contre ce conflit. Les politiques énergétique et étrangère des gouvernements de Pierre Trudeau suscitèrent également de vives réactions chez les républicains américains. Puis arriva Brian Mulroney, en 1984, promettant de rouvrir le Canada aux affaires. Il accueillit chaleureusement le président Ronald Reagan lors d'une visite sur le sol canadien et remporta avec succès les élections de 1988 sur la question du libre-échange avec les États-Unis. Les liens entre le Canada et les États-Unis se renforcèrent et Mulroney prononça des éloges vibrants lors des funérailles des deux Présidents américains avec lesquels il avait entretenu une relation étroite : Ronald Reagan et George H. W. Bush.

À l'époque, tant les partisans que les détracteurs de la nouvelle entente commerciale avec les États-Unis reconnaissaient la portée historique de ce moment. À l'exception de King, les premiers ministres canadiens avaient jusque-là évité toute étreinte chaleureuse avec Washington. King, cependant, à la différence de Mulroney, avait toujours tenu à maintenir, tant publiquement qu'en privé, une certaine distance vis-à-vis des États-Unis. En 1948, il rejeta la proposition d'un pacte de libre-échange. À la dernière minute, juste avant l'annonce de l'accord, King se ravisa et déclara au haut fonctionnaire – et futur premier ministre – Lester Pearson, qui insistait pour conclure l'entente, qu'« il ne cesserait jamais d'être un libéral ni un sujet britannique et que, s'il jugeait que le Canada risquait d'être livré à la merci de puissants intérêts financiers américains, et que cela provenait de son propre parti, il quitterait celui-ci et s'y opposerait ouvertement⁴ ». L'accord fut finalement abandonné.

L'histoire fournit un contexte, mais chaque moment est unique. La seconde administration de Donald Trump est sans précédent pour les Canadiens. Bien que Theodore Roosevelt et le président William Howard Taft aient exprimé en privé l'espoir de voir le Canada se joindre aux États-Unis en 1911, aucun président américain n'a jamais déclaré publiquement que le Canada n'était pas un véritable pays et devrait devenir le 51^e État. Selon Trump, le Canada n'aurait jamais dû exister. Il semble manifestement convaincu que les Canadiens sont « comme nous » et qu'ils seraient prêts à accueillir les énormes avantages que leur conférerait le fait de

3 Statistique Canada, Produit intérieur brut, en termes de revenus, 1029–1960 à www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610027601&cubeTimeFrame.startYear=1939&cubeTimeFrame.endYear=1945&referencePeriods=19390101%2C19450101&request_locale=fr.

4 J.W. Pickersgill et Donald Forster, eds., *The Mackenzie King Record, 1948–1948*. Volume IV. Toronto: University of Toronto Press, 1970), 367–8.

devenir américains, une conviction confirmée par ses contacts avec des Canadiens comme l'homme d'affaires et personnalité médiatique Kevin O'Leary, habitué de Mar-a-Lago et ancien candidat à la direction du Parti conservateur canadien, ainsi que Conrad Black, le biographe admiratif de Trump. Autour de Mar-a-Lago, où Brian Mulroney chanta pour Trump en 2017 *When Irish Eyes Are Smiling*, comme il l'avait fait pour Reagan en 1985, quatre millions de Canadiens passent leurs vacances chaque hiver, certains arborant des autocollants sur leurs pare-chocs proclamant : « *My Canada Includes Florida*. » La familiarité engendra la confusion lors du premier mandat de Trump. Lors de son second mandat, elle se transforma en mépris.

En 1985, lorsque Mulroney chanta pour Reagan, 78 % des Canadiens se disaient « très fiers d'être Canadiens », mais lorsque Justin Trudeau rencontra Trump à Mar-a-Lago après sa victoire électorale de novembre 2024, seuls 34 % exprimaient cette fierté.⁵ À ce moment-là, les Conservateurs jouissaient d'une avance de 20 points dans les sondages, menant leur campagne sous le slogan « Le Canada est brisé ». Trump, le bully du Bronx et amateur de catch, repéra rapidement les faiblesses. Peu après son investiture, il frappa.

Trudeau était une cible facile lors de cette rencontre. Trump se moqua de lui à la table du dîner, le surnommant « Gouverneur Trudeau » et surprit ses

invités en déclarant que le Canada devrait devenir le « 51^e État des États-Unis ». À proximité se trouvait Elon Musk, citoyen canadien et principal architecte de la victoire de Trump grâce à son financement et à sa domination des réseaux sociaux. Son indifférence envers le Canada s'était transformée en mépris. Sur X (anciennement Twitter, avant qu'il ne l'acquière), Musk déclara : « Le Canada n'est pas un véritable pays. » Il était temps pour les Canadiens d'accepter leur « destinée manifeste ».

La « route américaine » qui avait commencé avec l'engagement de Roosevelt à protéger le Canada en 1938 arriva à son terme. Il y eut des obstacles en chemin, mais un Donald Trump menaçant arracha le bitume. Roosevelt avait fait preuve de générosité, méprisant Hitler et chérissant la démocratie. Trump, lui, se montra cruellement brutal, admirant Poutine et menaçant les valeurs démocratiques. Le Canada devint l'Ukraine de l'Amérique, condamné à faire partie d'un plus grand empire. Comme l'a rapporté David French dans *The New York Times* : « Alors qu'il s'adressait à la presse dans le Bureau ovale, [Trump] a une nouvelle fois demandé que le Canada devienne le 51^e État, puis a comparé la position de négociation du Canada à celle de l'Ukraine. « L'expression que j'utilise est : "Certaines personnes n'ont pas les cartes..." Je l'ai utilisée il y a environ une semaine et demie », en faisant référence à son échange tristement célèbre⁶ avec le président ukrainien⁷, Volodymyr Zelensky, lorsqu'il lui avait dit :

5 Jeremy Warren, « Fewer Canadians Feel Pride to be Canadian, poll suggests. » 8 janvier 2025, www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/angus-reid-poll-canadian-pride-1.7425408.

6 www.pbs.org/newshour/politics/what-trump-and-zelenskyy-said-during-their-heated-argument-in-the-oval-office

7 www.youtube.com/watch?v=bCFMEoRCmEY

« Tu n'es pas en bonne posture. Tu n'as pas les cartes en main en ce moment.⁸ »

Les Canadiens ont réagi aux agissements de Trump avec un regain de nationalisme et, selon plusieurs sondages, avec une fierté renouvelée envers leur pays.⁹ Il n'y aura pas d'Anschluss, avec des Canadiens acclamant l'arrivée des troupes. Mais cette tristesse se mêle à la crainte. La romance née un jour d'été à Kingston, lorsqu'un grand président américain avait exprimé son affection et son engagement envers le Canada, avait offert de nombreux

moments mémorables et même inspirants. Puis arriva Donald Trump.

Le chansonnier canadien Gordon Lightfoot, dont les chansons rendaient hommage aux lieux et aux exploits du pays tout en explorant les douleurs du cœur, a trouvé les mots justes dans son plus grand succès, *If You Could Read My Mind*:

*And I've got to say that I just don't get it
I don't know where we went wrong
But the feeling's gone, and I just can't get it back*

8 David French, « Canada, May I Introduce You to Ukraine? », *The New York Times*, 23 mars 2025.

9 Michael Sabe, « Canadian pride is on the rise in the wake of Trump's tariffs threat », 6 février 2025. www.cbc.ca/news/politics/canadian-pride-is-on-the-rise-trump-tariff-threat-1.7451987

EST-CE À CELA QUE SERVENT LES AMIS ? ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS APRÈS LE SECOND AVÈNEMENT DU PRÉSIDENT TRUMP

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Metropolis. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a donné des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, sur les minorités de langues officielles au Canada et sur le sport au Canada. Il est également l'auteur d'essais dans des livres, revues et journaux à travers le pays, en plus d'avoir rédigé diverses publications et rapports gouvernementaux sur des questions d'immigration, de multiculturalisme, de droits de la personne et des langues officielles.

Le Canada et les États-Unis « partagent bien plus qu'une frontière ». Il existe des « liens particuliers qui se tissent entre deux nations qui ont versé leur sang ensemble — ce qui a été le cas... L'Amérique a beaucoup de chance d'avoir un voisin comme le Canada... et... nous avons devant nous l'occasion de construire encore plus de passerelles, des voies de coopération et des ponts commerciaux. »

Ce bel hommage à la relation entre le Canada et les États-Unis a été prononcé par nul autre que le Président américain Donald Trump au début de son premier mandat en 2016. (*NBC News*, mars 2025)

Près d'une décennie plus tard, la relation entre les deux pays a bien changé. Au cours de son second mandat comme Président des États-Unis, le même

Trump a, à plusieurs reprises, exprimé publiquement son intérêt pour faire du Canada le « 51^e État » américain. Selon ses propres mots : « Le Canada et les États-Unis, ce serait vraiment quelque chose[...] Vous vous débarrassez de cette ligne artificiellement tracée, et vous regardez à quoi cela ressemble et ce serait aussi beaucoup mieux pour la sécurité nationale. » (*National Post*, février 2025)

Certains pourraient interpréter son désir de nous voir faire partie des États-Unis comme une forme particulière de séduction. Après tout, le Président Trump a récemment déclaré qu'il aimait le Canada et les Canadiens (voir Pereira, *ABC News*, mars 2025). Il apprécie particulièrement l'icône du hockey Wayne Gretzky et notre hymne national, qu'il a généreusement proposé de nous laisser

conserver (l'hymne, pas Gretzky) dans l'éventualité d'une annexion aux États-Unis. On peut toutefois supposer, que *Ô Canada* deviendrait l'hymne de notre « État ».

L'intérêt soudain de Trump pour le Canada ne s'est pas toujours accompagné de flatteries, comme en témoigne cette remarque : « Je traite avec tous les pays, directement ou indirectement ; l'un des pays les plus désagréables avec lesquels traiter, c'est le Canada. C'était Trudeau — ce bon vieux Justin, que j'appelle le gouverneur Trudeau — ses gens étaient désagréables — et ils ne disaient pas la vérité. Ils ne disaient jamais la vérité. » (Ingraham, mars 2025). Il pense que les Canadiens sont désagréables et pourtant il affirme les aimer. Hmmm.

À quel point les Canadiens prennent-ils au sérieux l'intérêt exprimé par Donald Trump d'annexer le Canada ? En résumé : très au sérieux. C'est ce qu'ont déclaré les deux tiers des Canadiens dans un récent sondage Léger réalisé pour l'Association d'études canadiennes (AEC-Léger, 1 et 2 mars 2025). Les relations entre le Canada et les États-Unis se sont détériorées au point qu'environ un Canadien sur cinq pense que les États-Unis pourraient envoyer des troupes au Canada si ce dernier refuse de devenir le 51^e État (et 32 % disent ne pas savoir).

Au-delà des discours sur l'annexion, le retour de Trump a modifié de manière très peu généreuse et injuste les accords commerciaux avec le Canada, par l'introduction de droits de douane divers et fluctuants, qui auront des répercussions négatives sur le Canada et causeront des ravages financiers aux Canadiens.

Pour être honnête, les tarifs punitifs de Trump ont

visé plusieurs pays, pas seulement le Canada. On pourrait donc en conclure qu'il ne s'agissait pas d'une affaire personnelle. Néanmoins, il existe une opinion largement répandue selon laquelle les tarifs douaniers imposés par Trump au Canada aient eu pour but de rendre le pays plus dépendant des États-Unis que ne le sont d'autres nations.

Cette situation est d'autant plus frustrante que, tout au long de son histoire, le Canada a largement considéré les États-Unis comme son allié le plus proche. Cette situation pousse de nombreux Canadiens à s'interroger : Est-ce à cela que servent les amis ? Le résultat des actions de Trump ont eu pour effet d'entraîner une détérioration record de l'opinion canadienne envers les États-Unis. Selon un sondage réalisé par Léger les 30 et 31 mars 2025 pour l'Association d'études canadiennes, environ 33 % des Canadiens déclarent avoir une opinion positive des États-Unis. En revanche, 58 % des Canadiens ont une opinion négative des États-Unis — soit un point de plus que le taux de sentiment négatif à celui exprimé à l'égard de la Chine (AEC-Léger, 29-31 mars 2025).

Le niveau historiquement faible du sentiment positif à l'égard des États-Unis s'est traduit par l'écart le plus important jamais observé dans la perception mutuelle entre les deux pays. Les Américains, quant à eux, continuent d'avoir une opinion favorable du Canada. Comme l'a révélé un sondage Gallup de février 2025, environ 89 % des Américains ont une opinion favorable de leur voisin du Nord, plaçant le Canada en tête de tous les pays à cet égard (Gallup, février 2025). Le résultat net représente un écart record de 66 points dans les perceptions positives entre les deux pays.

Pour l'instant, les Canadiens font la distinction entre l'opinion négative des États-Unis en tant que pays et l'opinion qu'ils ont du peuple américain lui-même, 38 % des répondants canadiens ayant une opinion négative de leur voisin géographique et 50 % une opinion positive des Américains. Le sentiment relativement positif des Canadiens envers les Américains risque de s'altérer si les relations politiques et économiques entre les deux pays continuent de se détériorer.

Malgré la baisse du sentiment positif des Canadiens envers les États-Unis, une majorité (53 %) reconnaît qu'il existe davantage de points communs entre ces deux peuples qu'avec n'importe quelle autre nation au monde. Néanmoins, les Canadiens insistent sur leurs différences : environ 78 % d'entre eux souscrivent à l'idée selon laquelle ils possèdent des valeurs qui les distinguent des Américains. À la question de savoir ce qui différencie les Canadiens, on pouvait s'attendre à ce qu'ils se réfèrent au système de santé universel au nord de la frontière et à la violence liée aux armes à feu au sud. Et en effet, ces éléments ont bien été évoqués. Mais les différences les plus souvent citées par les répondants dépeignent les Canadiens comme étant plus accueillants, amicaux, bienveillants et inclusifs.

En somme, comparativement aux Américains, les Canadiens se perçoivent comme les membres d'une nation plus aimable et bienveillante (AEC-Léger, 29-30 mars 2025). Pour de nombreux Canadiens, les tarifs douaniers et les menaces d'annexion sont ressentis comme des attaques personnelles et existentielles, remettant en cause leur mode de vie et même l'identité du pays, telle qu'ils la conçoivent. (Voir Tableau 1)

TABLEAU 1. VEUILLEZ NOUS DIRE EN QUELQUES MOTS CE QUI DIFFÉRENCIE PARTICULIÈREMENT LES CANADIENS DES AMÉRICAINS.

| | |
|---|------|
| Les Canadiens sont plus accueillants / amicaux / bienveillants | 15 % |
| Notre gentillesse / politesse | 14 % |
| Les Canadiens sont inclusifs / célèbrent la diversité / sont multiculturels | 12 % |
| Les Canadiens respectent les droits civils / l'égalité / nous sommes ouverts d'esprit | 12 % |
| Les Canadiens sont tournés vers la communauté et l'unité | 9 % |
| Lois sur les armes à feu / culture des armes à feu | 9 % |
| Nous sommes une nation fière / loyale au pays | 8 % |
| Les Canadiens sont mieux éduqués et plus respectueux | 8 % |
| Assurance maladie / soins de santé universels | 8 % |

Source : Léger pour l'Association d'études canadiennes, 29-30 mars 2025.

CONTRE-MESURES CANADIENNES

Lors de récents matchs de hockey professionnel disputés au Canada, opposant des équipes canadiennes et américaines, il est devenu courant d'entendre les animateurs inviter les spectateurs à ne pas huer l'hymne national des États-Unis. Un sondage AEC-Léger révèle qu'une majorité de Canadiens s'opposent à cette pratique de dénigrement de la « Bannière étoilée » (AEC-Léger, 1^{er} et 2 mars 2025). Pour le moment, face aux menaces de l'administration américaine, les Canadiens privilégient comme mesures de rétorsion : éviter de voyager aux États-Unis (66 %) et acheter davantage de produits fabriqués au Canada (79 %).

Cependant, il demeure incertain dans quelle mesure les Canadiens mettront réellement en œuvre ces stratégies privilégiées et, dans l'éventualité où ils le feraient, quel impact une telle action pourrait avoir sur les États-Unis. (Voir Tableau 2)

LA FIERTÉ D'ÊTRE CANADIEN EST EN HAUSSE

La guerre commerciale et les menaces d'annexion des États-Unis ont aussi renforcé le sentiment de fierté d'être Canadien. Dans l'enquête de mars 2025, le sentiment de fierté canadienne a atteint des sommets dans tout le pays, réveillant même ce qu'on pourrait appeler la fibre canadienne chez de nombreux Québécois.

Au cours des 12 derniers mois, la fierté d'être Canadien est passée de 80 % à 86 % et le sentiment de fierté exprimé au Québec est désormais conforme à la moyenne nationale. Comme le montre le Tableau 3, à quelques exceptions près, la fierté d'être Canadien transcende l'ensemble des régions et des groupes démographiques.

QUELLE SERAIT LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS ?

Il est difficile de prédire l'évolution des relations entre les États-Unis et le Canada. Sommes-nous en train d'assister à une redéfinition de cette relation, qui mettrait de plus en plus à l'épreuve la souveraineté politique du Canada ? Le Canada est-il voué à

TABLEAU 2.

| | HUER L'HYMNE NATIONAL AMÉRICAIN LORS D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ENVOIE LE BON MESSAGE AUX AMÉRICAINS | ACHETER PLUS DE PRODUITS CANADIENS EST UN MOYEN EFFICACE DE RÉPONDRE AUX AUGMENTATIONS DE TARIFS PROPOSÉES PAR LE PRÉSIDENT TRUMP | NE PAS SE RENDRE AUX ÉTATS-UNIS EST UN MOYEN EFFICACE DE RÉPONDRE À LA HAUSSE DES TARIFS DOUANIERS PROPOSÉE PAR LE PRÉSIDENT TRUMP |
|----------------|--|---|---|
| Oui | 28% | 79% | 66% |
| Non | 58% | 12% | 22% |
| Je ne sais pas | 14% | 9% | 12% |
| Total | 100% | 100% | 100% |

Source: Léger pour l'Association d'études canadiennes, 1^{er} et 2 mars 2025.

TABLEAU 3.

| JE SUIS FIER D'ÊTRE CANADIEN | TOTAL | ATLANTIQUE | QC | ON | MB/SK | AB | CB |
|--------------------------------|-------|------------|-----|-----|-------|-----|-----|
| 1 ^{er} et 2 mars 2025 | 86% | 89% | 86% | 87% | 86% | 74% | 90% |
| Du 22 au 24 novembre 2024 | 80% | 91% | 81% | 80% | 77% | 84% | 70% |
| du 17 au 20 mai 2024 | 80% | 93% | 83% | 80% | 82% | 80% | 71% |

Source: Léger pour l'Association d'études canadiennes, 1^{er} et 2 mars 2025, 22-24 novembre 2024 et 17-20 mai 2024.

une dépendance économique accrue vis-à-vis des États-Unis ? Les enquêtes mentionnées ci-dessus confirment une forte baisse des opinions favorables

envers les États-Unis, ainsi qu'un fort désir de riposte. Tout cela laisse présager un avenir incertain.

RÉFÉRENCES

Entrevue de Laura Ingraham avec Donald Trump, « FULL INTERVIEW: Trump reveals Canada 'end game,' sounds off on 'rogue' judges », *Fox News*, 19 mars 2025. www.youtube.com/watch?v=sDu9mDjXfq5

Jeffrey Jones, « U.S. Views of Israel, Ukraine, Mexico Most Divided by Party », Gallup Poll, 24 février 2025. <https://news.gallup.com/poll/657125/views-israel-ukraine-mexico-divided-party.aspx>

Léger pour l'Association d'études canadiennes, 29 et 30 mars 2025.

Léger pour l'Association d'études canadiennes, March 1^{er} et 2 mars 2025.

Léger pour l'Association d'études canadiennes, 22 au 24 novembre 2024.

Léger pour l'Association d'études canadiennes, 17 au 20 mai 2024.

Darren Major, « No longer a joke: Ministers say Trump's threats to absorb Canada need to be taken seriously », *CBC News*, 8 janvier 2025. www.cbc.ca/news/politics/trump-absorb-canada-response-1.7426177

Kenn Oliver, « Most Canadians reject the idea of becoming 51st U.S. state, survey finds », *National Post*, 3 février 2025. <https://nationalpost.com/news/canada/survey-canadians-oppose-51st-state>

Ivan Pereira, « Trump keeps talking about making Canada the 51st state. Is he serious? » *ABC News*, 13 mars 2025. <https://abcnews.go.com/Politics/trump-talking-making-canada-51st-state/story?id=119767909>

Allan Smith et Peter Nicholas, « Trump's quest to conquer Canada is confusing everyone », *NBC News*, 14 mars 2025. www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-quest-conquer-canada-confusing-everyone-rcna195657

FAIRE FACE À « DONALD LE DÉTESTABLE » : RIPOSTER ET REMETTRE DE L'ORDRE CHEZ NOUS

COLIN ROBERTSON

Ancien diplomate canadien, Colin Robertson est membre de l'Institut canadien des affaires mondiales et animateur de son podcast *Global Exchange*. Il fait partie du Groupe d'experts sur les relations canado-américaines de l'Université Carleton. Il a été le premier chef du Secrétariat de la représentation à notre ambassade à Washington, consul général à Los Angeles ainsi qu'en poste à Hong Kong et à New York, tant à la mission canadienne auprès de l'ONU qu'au consulat général. Il a également participé aux négociations de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis et de l'ALENA. Membre du Conseil consultatif de la défense, il est aussi capitaine honoraire dans la Marine royale canadienne.

Donald Trump contraint le paysage politique canadien — tous les niveaux de gouvernement et tous les partis — à se réajuster. La menace ne réside pas seulement dans les tarifs douaniers et les bouleversements économiques, mais, pour la première fois depuis le XIX^e siècle, dans une possible annexion. Pourtant, le défi lancé par Trump constitue également une occasion historique de remettre de l'ordre dans nos affaires.

Une plus grande autonomie permettrait au Canada de gagner en résilience. Elle lui procurerait une autonomie stratégique et lui permettrait de jouer

à nouveau le rôle de médiateur efficace qu'il assumait si bien — un rôle dont le monde aurait plus que jamais besoin.

Pierre Trudeau me confia un jour que chaque premier ministre avait trois dossiers qui étaient maintenus en permanence sur son bureau: la sécurité nationale, l'unité nationale et la relation avec les États-Unis. M. Trump domine ces trois dossiers et comme l'a démontré la récente élection fédérale, les Canadiens en sont pleinement conscients. Gérer la relation avec l'Oncle Sam exigera patience, persévérance et, surtout, un plan.

Ce plan devra comporter plusieurs volets menés en parallèle, nécessitant une attention constante et des ajustements continus, à savoir :

- Lutter contre les tarifs douaniers¹;
- Abolir les barrières commerciales internes pour favoriser un commerce plus libre au sein du Canada;
- Construire les infrastructures nécessaires pour acheminer nos biens vers les marchés et améliorer notre productivité;
- Veiller à maintenir une « cohérence optimale », une coordination et une collaboration entre les différents paliers de gouvernement;
- Diversifier le commerce et inciter les gouvernements provinciaux à promouvoir leurs biens et services à l'étranger et à attirer les investissements étrangers;
- Réinvestir dans la défense et repenser la sécurité collective avec nos alliés.

LA RIPOSTE

Les tarifs douaniers fracturent notre partenariat économique et nous obligent à reconsidérer ce qui a été notre relation la plus importante. Nous savons désormais qu'il ne s'agit pas de contraindre le Canada à limiter les faibles flux de fentanyl et de migrants clandestins, ou d'augmenter nos dépenses en matière de défense — ce que nous faisons déjà. Il s'agit plutôt d'une pure opération de ponction

fiscale destinée à financer les baisses d'impôts promises par Trump et de contraindre les entreprises à produire sur le sol américain. Malheureusement, nous allons probablement devoir nous adapter à un avenir de « commerce administré » avec des tarifs douaniers, peu importe qui occupe la Maison-Blanche ou le Congrès.

Pour l'instant, nous avons répondu par des contre-tarifs, en ciblant les dirigeants républicains du Congrès sur lesquels Trump doit s'appuyer pour réaliser son programme législatif et ses nouveaux meilleurs amis de « l'oligarchie » technologique.

Nous ne pouvons pas changer notre géographie, donc nos objectifs principaux doivent continuer à être de préserver notre accès privilégié au plus grand marché du monde et à notre alliance binationale en matière de sécurité.

Lorsque j'étais en poste aux États-Unis, j'avais l'habitude de dire aux législateurs en visite de ne pas se faire d'illusions. Pour nous, il s'agit d'une relation asymétrique. Nous avons plus besoin des États-Unis qu'ils n'ont besoin du Canada. Ils absorbent les trois quarts de nos exportations et génèrent environ un tiers de notre économie, tandis que nous représentons environ un sixième de leurs exportations et environ deux pour cent de leur économie. Nous rééquilibrions la relation grâce à des négociations continues sur les accords commerciaux, avec des mécanismes de règlement des différends.

Je dirais aussi aux législateurs que, sur presque toutes les questions entre nos deux pays, il y a généralement plus d'Américains *qui pensent comme*

¹ www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2025/04/03/canada-annonce-de-nouvelles-contre-mesures-reponse-aux-droits-de-douane

des Canadiens qu'il n'y a de Canadiens eux-mêmes.

Désormais, il faut les mobiliser pour accompagner notre plaidoyer actuel « au plus haut niveau » par une approche « ascendante » qui invite les Américains à faire du lobbying auprès de leurs propres législateurs afin de persuader le Président Trump de lever les droits de douane. Il est temps d'ajouter une composante *Team America* à *Team Canada*.

En pratique, cela signifie mobiliser les Canadiens pour qu'ils appellent leurs clients et amis américains et leur disent que les droits de douane nuisent à nos moyens de subsistance mutuels et que les perturbations vont tous nous appauvrir.

Le succès dépendra des entreprises canadiennes – petites, moyennes et grandes – et des syndicats canadiens, en particulier ceux qui sont affiliés à leurs homologues américains, tels que les Métallos, les Teamsters et les Marins, qui devront tendre activement la main et, ce faisant, poser quelques questions simples :

- Les Américains veulent-ils payer plus cher leur essence et leurs produits d'épicerie à cause des droits de douane ?
- Les agriculteurs américains veulent-ils payer plus cher leur potasse tout en perdant le Canada, l'un de leurs principaux marchés ?
- Voulons-nous vraiment détruire notre industrie automobile intégrée avec un tsunami de droits de douane chaque fois qu'une pièce traverse la frontière ?

La réussite de cette mobilisation dépendra tout autant de nos élus provinciaux et locaux. L'implication des premiers ministres provinciaux est cruciale. Plusieurs, notamment le premier ministre de l'Ontario Doug Ford en tant que président du Conseil de la fédération, font un excellent travail de sensibilisation auprès de leurs homologues des États américains.

Il en va de même pour les députés provinciaux, les maires et les conseillers municipaux. Ils sont plus proches des réalités de la vie économique dans leurs circonscriptions et nous comptons sur eux pour inciter les entreprises et les syndicats locaux à s'impliquer et à intervenir.

Nous devrions également faire appel à nos expatriés canadiens qui vivent aux États-Unis, ainsi que le million de *snowbirds* qui migrent vers le sud, principalement dans des États républicains comme la Floride et l'Arizona. Ils doivent expliquer à leurs voisins et à ceux auprès de qui ils consomment des services que ces mesures vont leur nuire, surtout à mesure que de plus en plus de Canadiens choisiront de dépenser leur argent ailleurs pour leurs vacances.

Pour que cette campagne réussisse, il nous faut des milliers et des milliers de voix individuelles plaidant pour la levée des tarifs. Nos amis américains doivent contacter leurs représentants élus, s'exprimer lors des assemblées publiques tenues par le Congrès et en parler avec leurs voisins. Nous avons besoin qu'ils défendent l'idée d'agrandir le gâteau en misant sur ce que nous faisons déjà bien, tout en le rendant plus résilient. C'est en faisant les choses ensemble que nous avons créé la prospérité et la sécurité mutuelles.

Notre approche *top-down*, qui a bien fonctionné dans le passé, était fondée sur la conviction que notre meilleure et plus facile porte d'entrée dans le complexe et cacophonique système politique américain — un cercle de plusieurs pôles d'intérêts concurrents et conflictuels — se faisait par l'intermédiaire de l'administration et en particulier du Président. Depuis Franklin Roosevelt, les Présidents, qu'ils soient démocrates ou républicains, ont compris la situation dans son ensemble et leur attitude à l'égard du Canada a été généralement bienveillante et, souvent même, favorable.

Mais aujourd'hui, nous devons composer avec Donald Trump — un intimidateur, voire un aspirant autocrate — qui pourrait facilement jouer dans un film hollywoodien le rôle du « Donald le détestable », entouré de ses larbins. Hélas, même si Trump agit comme un personnage de dessin animé, il n'en reste pas moins le Président des États-Unis.

Et en tant que Président, Trump impose le récit par ses décrets, en allant vite et en brisant les règles. Il sème ainsi la confusion et crée le chaos, ses conditions de bataille préférées. Trump fonctionne à l'instinct et aux émotions. Quant à tenter de le prévoir, le chroniqueur du *New York Times* David Brooks l'a résumé ainsi : « Nous nous trouvons dans une situation absurde² où les immenses capacités d'analyse mises en œuvre dans le monde entier sont consacrées à essayer de comprendre un homme dont les pensées se résument souvent à six lucioles émettant des signaux aléatoires dans un bocal. »

Pour l'heure, les garde-fous, les freins et les contre-poids de la démocratie américaine sont plus sollicités

que jamais. Le Parti républicain contrôle le pouvoir législatif, avec une faible majorité à la Chambre des représentants et au Sénat. Ils sont sous l'emprise et la crainte de Trump, tandis que les démocrates essaient encore de se réorganiser. En attendant le retour du balancier, nous allons nous appuyer sur le troisième pouvoir, le judiciaire, pour défendre l'État de droit, par exemple, sur la légitimité de l'utilisation d'allégations manifestement fausses concernant le Canada comme source de fentanyl et de migrants pour justifier les tarifs pour raisons « de sécurité nationale ».

En attendant, nous devons nous débrouiller seuls.

LE LIBRE-ÉCHANGE AU SEIN DU CANADA

Nous avons commencé à remettre de l'ordre chez nous, avec le gouvernement national et les premiers ministres qui se sont engagés à éliminer les barrières commerciales internes liées à l'approvisionnement, à l'accréditation et aux réglementations qui reflètent le « narcissisme des petites différences » entre les provinces.

METTRE DE L'ORDRE DANS LE GOUVERNEMENT

Les différents niveaux de gouvernement doivent mieux coordonner leurs politiques industrielles afin de maximiser les gains nécessaires à notre productivité et à notre compétitivité. Nous avons la capacité de devenir une superpuissance agroalimentaire et énergétique. Nous devrions être guidés par quelques questions fondamentales :

Les politiques réglementaires actuelles favorisent-

2 www.nytimes.com/2017/05/15/opinion/trump-classified-data.html?

elles ou entravent-elles l'acheminement de nos ressources — pétrole et gaz, minéraux stratégiques, céréales, fruits de mer — vers les marchés ?

Notre infrastructure actuelle — ports, réseaux, pipelines, chemins de fer — est-elle adaptée à nos besoins ?

Quel est le niveau de gouvernement qui devrait prendre les rênes ?

Les réponses à ces questions devraient orienter nos investissements et la législation qui les soutient.

Cela doit également inclure un autre exercice en vue d'une réorganisation gouvernementale. Le meilleur modèle est celui mis en place par le gouvernement de Jean Chrétien au début des années 1990, qui a évalué quel niveau de gouvernement était le mieux à même de mettre en œuvre les programmes. Cela a permis de réduire la taille du gouvernement de près d'un tiers, contrairement au gouvernement de Justin Trudeau, qui a augmenté la taille du gouvernement d'un tiers.

La confiance du public envers les gouvernements et les institutions est en train d'atteindre des niveaux historiquement bas³ dans toutes les démocraties. Les gouvernements doivent faire preuve de plus de transparence dans la communication d'informations.⁴ Gouverner, c'est faire choix, mais c'est aussi à nos dirigeants d'expliquer quelles doivent être nos

priorités, pourquoi nous faisons certains choix et quels en sont les coûts.

DIVERSIFIER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Cela fait longtemps que nous cherchons à diversifier nos échanges commerciaux, mais il est désormais impératif de le faire. Heureusement, il y a un large soutien, au-delà des lignes partisans et au sein des provinces, pour atteindre cet objectif de diversification.

Les efforts doivent être intensifiés, en commençant par nos partenaires de libre-échange qui dépassent les 50⁵, en reconnaissant que nous n'exploitons pas pleinement le potentiel⁶ de ces accords. En collaboration avec notre Service des délégués commerciaux, les premiers ministres et les provinces doivent prendre les devants. Ils sont les mieux placés, en travaillant avec leurs communautés d'affaires, pour promouvoir leurs produits et services et accélérer la conclusion d'accords, sans jamais oublier que ce sont les entreprises qui font des affaires et que ce sont les clients qui créent des emplois.

Nos principaux partenaires commerciaux verront la valeur de la collaboration, car Trump s'en prend également à eux. Il est donc préférable de se serrer les coudes, sans quoi nous risquons de nous retrouver dans la même situation.

3 www.oecd.org/fr/themes/confiance-dans-les-pouvoirs-publics.html

4 <https://globalnews.ca/news/10980946/disinformation-an-existential-threat-to-canadian-democracy-hogue>

5 <https://pfcollins.com/canadas-free-trade-agreements>

6 <https://international.canada.ca/fr/affaires-mondiales/organisation/transparence/rapports-publications/economiste-chef/impact/2022-09-aecg-avantages-commerciaux>

REPENSER LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

Bien que notre préférence doit être de maintenir et de renforcer à la fois l'OTAN et le NORAD, en accordant une attention et un investissement particuliers à notre frontière arctique, M. Trump a exprimé de manière explicite son mépris pour ses alliés et les alliances. Cela signifie que nous ne pouvons plus supposer que les États-Unis sont un allié fiable pour dissuader les menaces posées par la Chine, la Russie et d'autres qui rejettent notre ordre fondé sur la primauté du droit. Avec nos alliés, y compris nos partenaires de la région Indo-Pacifique, nous devons également reconsidérer notre dépendance vis-à-vis des biens et services de défense américains.

En attendant, nous devons nous tourner vers de nouveaux accords économiques et de sécurité collective, conformément à l'objectif initial de l'OTAN. Un tel programme inclurait les devises, les investissements étrangers directs, les politiques industrielles, la production et l'acquisition de matériel de défense ainsi que les échanges commerciaux. Il s'agit d'un agenda particulièrement adapté à l'expérience de Mark Carney, où le Canada peut jouer le rôle utile de facilitateur.

SUR LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ONCLE SAM

Il convient de garder à l'esprit trois choses lorsque nous envisageons un nouvel accord en matière de sécurité et de commerce.⁷

Tout d'abord, comme je l'ai appris lorsque je défendais

les intérêts du Canada sur Capitol Hill, il faut commencer toute conversation en soulignant notre bonne foi en matière de défense et de sécurité, en rappelant aux Américains que « nous assurons leurs arrières », avant de passer au commerce et aux autres questions qui nous intéressent. Même si nous avons du pain sur la planche, l'intérêt personnel des Américains encouragera une collaboration utile. La préoccupation des États-Unis pour la sécurité signifie également que toute conversation entre dirigeants commence toujours par une discussion sur la géopolitique mondiale. Nous sommes un pays du G7 doté d'un réseau mondial, mais nous devons investir dans ce réseau et y apporter des idées et des initiatives si nous voulons être un acteur constructif à la table des négociations.

Deuxièmement, il faut être conscient de ce que l'on demande, mais être circonspect et prudent en ne révélant pas trop tôt ce que l'on donne et ce que l'on prend. Avec Trump, tout est dans l'art de l'accord, basé sur le fait que nous donnons et qu'il prend. Si Trump veut renégocier L'ACEUM, c'est à lui, et non à nous, de le mettre sur la table. En attendant, nous devrions rester proches de nos partenaires mexicains, dont l'expérience avec le « yanqui » leur confère une prudence innée.

Troisièmement, les Américains nous pousseront à agir de concert face à la Chine, comme nous l'avons fait avec les tarifs sur les véhicules électriques. Lors du débat en anglais, le Premier ministre Carney a désigné la Chine comme la plus grande menace pour la sécurité du Canada. Certes, nous devons avoir les yeux grands ouverts lorsqu'il s'agit de

⁷ www.bbc.com/news/articles/c14xydjzn5eo

« coexister », « concurrencer », de « coopérer » et de « contester ».⁸ Mais nous devons aussi dialoguer avec la Chine sur des questions telles que le climat, les pandémies et la prolifération, ainsi que sur le commerce et les relations entre les peuples.»

Enfin, nous devons faire preuve de patience stratégique. La préparation continue et la défense constante de nos intérêts auprès de nos alliés américains jouent en notre faveur. Les sondages après les 100 premiers jours de Trump suggèrent qu'il en fait trop et qu'il n'est pas à l'abri des lois implacables de la politique, notamment sur le plan économique. Par conséquent, le fait temporiser, une tactique de négociation bien connue, pourrait tourner à notre avantage.

PORTER UN REGARD SUR L'AVENIR

Les tarifs ont uni les Canadiens comme jamais auparavant. Notre réponse bruyante aux illusions de Trump a donné au Canada plus de couverture médiatique aux États-Unis que jamais. Étant donné la dépréciation de notre dollar, c'est une opportunité de lancer un blitz touristique « Visitez le Canada » et de montrer aux Américains qui nous sommes.

Nous devons souligner, comme l'ont fait les dirigeants politiques, que notre différend n'est pas avec le peuple américain avec lequel nous sommes

amis, alliés et voisins, mais avec Donald Trump, dont le comportement est carrément anti-américain. « Donald le détestable » est une menace pour eux autant qu'il l'est pour nous et nos alliés démocratiques.

La nôtre dépasse largement le cadre de la guerre commerciale. Il s'agit d'une tentative de Donald Trump de réorganiser l'ordre fondé sur la primauté du droit en un concert de puissances dominé par les plus forts, où les grandes nations imposent leur volonté aux autres. Pour Trump, c'est une démarche visant à restaurer la suprématie des États-Unis en tant que centre de production centré sur l'intelligence artificielle, avec le Canada réduit au rôle de pourvoyeur de ressources, y compris en eau.

Nous pouvons éviter ce sort en repoussant activement et en mobilisant nos alliés américains, tout en mettant de l'ordre dans nos affaires. Il s'agit notamment d'instaurer le libre-échange au sein du Canada, de diversifier les échanges commerciaux et de repenser nos accords de sécurité collective avec des partenaires partageant les mêmes idées.

Développer l'autonomie stratégique du Canada, basée sur une économie forte, nous permettra également de jouer un rôle plus pertinent à l'international. C'est un combat qui en vaut la peine.

8 www.cbc.ca/news/politics/garneau-kovrig-spavor-1.6190100

NATIONALISME ET CONTINENTALISME : LE DÉFI TRUMP EST ANCRÉ DANS L'OS CANADIEN

EDWARD GREENSPON

Edward Greenspon est un journaliste canadien, auteur, dirigeant d'un groupe de réflexion et commentateur public, dont le travail touche aux affaires publiques et politiques, au monde des affaires et de l'économie, ainsi qu'aux relations internationales. Il est coprésident du Centre pour l'avenir du Canada (CAC) de Deloitte, un forum de leaders avisés qui contribue à l'exploration des idées portant sur les enjeux les plus importants touchant la vie des Canadiens et l'avenir du pays. Ancien rédacteur en chef du *Globe and Mail*, il a été président et directeur général du Forum des politiques publiques de 2016 à 2025, où il a rédigé ou supervisé des rapports d'orientation de politiques publiques sur la transition énergétique, les relations canado-américaines, l'avenir des médias d'information, la désinformation et la polarisation, la sécurité sanitaire et bien d'autres sujets.

Depuis la Confédération, les relations entre le Canada et les États-Unis ont fait l'objet de débats passionnés au cours de presque toutes les décennies. Il s'agit d'un élément essentiel de notre conversation nationale.

Notre unité nationale émergea au lendemain de la guerre civile américaine, des raids féniens en provenance des États-Unis et de l'abrogation en 1866 d'un traité de réciprocité de 12 ans, qui avait jusque-là favorisé une forte croissance économique au nord du 49^e parallèle.

Au moins une demi-douzaine de nos élections – celles de 1891, 1911, 1930, 1962-63, 1988 et, désormais, celle de 2025 – ont été façonnées, d'une manière ou d'une autre, par notre relation

avec notre seul voisin terrestre et jadis aussi avec la Grande-Bretagne. Les politiques commerciales en ont souvent été le point de départ, mais les enjeux de défense ont, eux aussi, fréquemment occupé le devant de la scène.

Pendant de longues périodes, la scène politique canadienne a été dominée tour à tour par les nationalistes et les continentalistes, leurs débats prenant souvent la forme de choix existentiels opposant la souveraineté à la prospérité. (Les internationalistes, eux, suscitent rarement les mêmes élans émotionnels, peut-être parce que tous les Canadiens sont internationalistes d'une manière ou d'une autre.)

Donald Trump vient accentuer ce tableau familier par une dose supplémentaire de menace et de

chaos. Il a transformé le Canada de 2025 en un pays à la fois indigné et inquiet, mais, du moins pour le moment, c'est un pays plus uni. Le profond sentiment de trahison suscité par ses droits de douane et ses provocations du type « 51^e État » a ravivé le nationalisme et relégué les continentalistes à l'arrière-plan.

La question est désormais de savoir combien de temps cette colère nationaliste persistera, jusqu'où elle ira et si elle risque davantage de refermer nos horizons... ou d'en ouvrir de nouveaux. L'histoire montre que lorsque le nationalisme canadien prend de l'élan, ses effets peuvent se faire sentir pendant une décennie ou plus. Canaliser cette énergie sera l'un des grands défis de nos dirigeants.

Le nationalisme peut, bien entendu, être une force pour le bien comme pour le mal. Du côté positif, il favorise l'identité nationale et la solidarité. Du côté négatif, il a, historiquement, tendance à se muer en protectionnisme et en populisme, voire pire : en jingoïsme, en nativisme ou en irrédentisme.

Les manifestations périodiques de nationalisme au Canada ont, à l'image du pays lui-même, généralement pris des formes modérées. Elles n'en ont pas moins exercé une influence considérable sur notre vie politique.

Dans les années qui ont suivi l'abrogation, en 1866, du traité de réciprocité de 1854 par le Congrès américain, le premier ministre du Canada fut parmi ceux qui plaidèrent activement auprès de Washington en faveur de son rétablissement. Cette tentative échoua et John A. Macdonald se tourna alors — comme on dirait aujourd'hui — vers une politique résolument nationaliste et protectionniste, devenue

emblématique de son nom. Toutefois, cette « politique nationale » ne fut pas un succès total. Comme ces dernières années, la fin des années 1800 fut marquée par un écart économique croissant entre le Canada et la puissance montante des États-Unis.

Il fallut attendre 1891 pour que l'affrontement décisif ait lieu entre le nationaliste désormais affirmé et son adversaire libéral, Wilfrid Laurier, ardent défenseur du libre-échange. Le premier ministre vieillissant mena campagne en tant que « vieil homme » défendant la « vieille politique ». Et pour renforcer son message anti-continentaliste, il brandit aussi le « vieux drapeau » — l'Union Jack.

Macdonald l'emporta au terme d'une lutte acharnée, envoyant un message durable aux chefs de tous les partis : le nationalisme pèse plus lourd politiquement que le continentalisme. Lorsque Laurier accéda finalement au pouvoir en 1896, il avait tempéré son orientation continentaliste, du moins pour une certaine période, au profit d'un nationalisme centré sur l'édification de la nation.

Réconcilier les courants nationaliste et continentaliste du Canada, sans basculer trop loin dans un sens ou dans l'autre, est une dynamique qui se répète à chaque génération. À partir de 1935, Mackenzie King mena discrètement, mais efficacement, des politiques d'inspiration continentaliste. Mais lorsque son gouvernement envisagea un accord de libre-échange dans les années 1940, le souvenir encore vif des échecs passés refit surface. Comme pour la conscription, ce serait le libre-échange si nécessaire, mais pas nécessairement le libre-échange.

L'acte décisif fut finalement posé par Brian

Mulroney, près de cent ans après l'élection de 1891. Les commentateurs demeurent partagés quant aux leçons à tirer de l'élection de 1988 sur la question du libre-échange : d'un côté, Mulroney obtint une majorité parlementaire et fit adopter son approche continentaliste ; de l'autre, il ne recueillit que 43 % des suffrages, profitant de la division des voix opposées au libre-échange entre libéraux et néo-démocrates.

Ce qui est peut-être le plus révélateur, c'est que le premier ministre le plus résolument continentaliste de notre histoire voyait dans le libre-échange un projet d'édification nationale fondé sur l'ouverture. L'objectif n'était pas seulement de vendre davantage aux États-Unis, mais aussi d'administrer une thérapie de choc à une économie canadienne moribonde, afin de la contraindre à devenir — comme l'a bien démontré l'industrie vinicole — compétitive à l'échelle mondiale.

Le débat entre nationalisme et continentalisme est presque toujours nuancé, car les dirigeants canadiens savent qu'ils doivent tenir compte à la fois de l'humeur politique du moment et de la performance économique à long terme. Les électeurs, eux, tiennent autant à leur souveraineté qu'à leur prospérité. Notre attitude évoque cette formule célèbre sur les souverainistes qui aspirent à un Québec indépendant, mais au sein d'un Canada fort et uni.

Lorsque le nationalisme canadien est en pleine forme — comme c'est le cas aujourd'hui — il tend à s'inscrire dans la durée. Au tournant du XX^e siècle, les administrations américaines successives adoptaient envers le Canada des attitudes comparables à celles d'aujourd'hui, marquées par des tarifs hostiles et des ambitions territoriales affirmées. L'attitude

combative de Theodore Roosevelt dans le règlement du différend frontalier de l'Alaska, en 1903, amena un historien à écrire que « la cruauté de ses actions a laissé un héritage d'amertume chez les Canadiens ».

Cette amertume a laissé un arrière-goût persistant qui contribua à l'échec de la seconde tentative de libre-échange lancée par Laurier lors de l'élection de 1911. Même dix ans plus tard, les Canadiens n'étaient toujours pas prêts à passer l'éponge.

Un effet similaire se fit sentir en 1971, lorsque le nationalisme canadien fut ravivé par Richard Nixon après l'imposition soudaine de tarifs — pudiquement appelés « taxes à l'importation ». Alors que les États-Unis étaient embourbés dans la guerre du Vietnam et secoués par une série d'assassinats politiques, l'opinion publique canadienne baignait déjà dans un climat fortement antiaméricain.

Pierre Trudeau, bien que farouchement opposé à tout type de nationalisme, allait pourtant, à l'instar de Macdonald avant lui, en reconnaître rapidement l'efficacité politique. Même si les tarifs imposés par Nixon ne durèrent que quatre mois, ils déclenchèrent une décennie d'initiatives marquantes : création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, fondation de Petro-Canada, mise en place de règlements régissant le contenu canadien et, enfin, le controversé Programme énergétique national. Fidèle toutefois à la tradition du compromis, Trudeau ne renonça pas entièrement au continentalisme. Le Pacte de l'automobile servit de modèle à des négociations discrètes menées en 1982 avec les États-Unis, en vue d'établir quatre accords sectoriels similaires.

La réponse la plus célèbre au « choc Nixon » demeure

sans doute le document d'orientation publié en 1972 par le gouvernement Trudeau, intitulé *Troisième option* — l'un des textes les plus connus de l'histoire canadienne à n'avoir jamais été pleinement mis en œuvre, mais devenu un cri de ralliement durable, encore cité deux générations plus tard. Il est surtout retenu pour son appel à réduire la dépendance commerciale envers les États-Unis en diversifiant les exportations vers l'Europe et le Japon.

Mais ce souvenir est souvent inexact. *La Troisième option* ne proposait pas une seule voie. La première option consistait à maintenir le statu quo avec les États-Unis ; la deuxième, à approfondir l'intégration. Quant à la troisième — qui avait la faveur du gouvernement — elle ne se limitait pas à la diversification commerciale. Elle proposait aussi une stratégie industrielle ambitieuse visant à renforcer la capacité de l'économie canadienne, afin de rendre ses biens et services plus compétitifs à l'échelle mondiale.

Ce qui nous amène au contexte actuel. Le nouveau gouvernement libéral, dirigé par Mark Carney, devra, en collaboration avec les provinces, les entreprises, les syndicats et d'autres partenaires, canaliser la vague nationaliste actuelle vers des actions concertées d'édification nationale. L'histoire nous offre de nombreuses sources d'inspiration : l'électrification rurale, la création quasi instantanée d'industries de défense en temps de guerre, ou encore le trio emblématique de la reconstruction d'après-guerre — le pipeline Transcanadien, l'autoroute Transcanadienne et la voie maritime du Saint-Laurent — accompagnés d'un vaste chantier de développement : nouvelles mines, barrages, campus, banlieues et bien plus encore. Nous ne nous sommes pas plaints : nous avons bâti, en grand.

Aujourd'hui, un nouvel élan de construction s'impose. Donald Trump nous a rappelé qu'il est insensé de placer 77 œufs sur 100 dans le même panier d'exportation et que les personnes les plus fiables sur qui compter sont, au fond, nous-mêmes. Trois leviers s'offrent à nous pour faire croître notre économie : d'abord, à l'échelle nationale, en réduisant les barrières commerciales internes et en développant — tout autant qu'en attirant — les talents ; ensuite, sur la scène internationale, en diversifiant nos exportations, tant en matière de marchés que de produits ; enfin, à l'échelle continentale, en maintenant un accès aussi large que possible au marché américain, à la fois proche et dynamique.

Pour réussir, le Canada devra suivre une stratégie à deux volets. Le premier consiste, à moyen et long terme, à réduire notre dépendance à l'égard des marchés américains. Le second nous oblige, à court et moyen terme, à protéger les travailleurs et les entreprises canadiennes en préservant autant d'accès que possible au marché américain.

C'est là que réside toute la complexité de l'équation. La propension de notre voisin à adopter des mesures arbitraires doit être conciliée avec une réalité incontournable : notre position géographique, au sommet de l'Amérique du Nord. Nous devons préserver avec détermination notre accès aux marchés continentaux, tout en cherchant à en ouvrir de nouveaux. Ces derniers, bien qu'ils présentent un attrait politique indéniable, s'avèrent souvent moins avantageux sur le plan économique.

Quoi qu'il en soit, la consolidation du Canada exigera des investissements massifs, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger — un domaine dans lequel le Canada s'est montré peu performant ces dernières

années. Un nouveau plaidoyer en faveur du capital s'impose.

Au début de la présidence de Trump 2.0, nos responsables politiques ont accordé une attention démesurée aux appels à une riposte strictement symétrique — dollar pour dollar — et aux menaces brandies autour de leviers tels que l'électricité, le pétrole, la potasse ou les minéraux critiques. Dans les médias, la question centrale de l'élection fédérale d'avril 2025 a été présentée ainsi : qui saura le mieux affronter Trump — et non pas qui saura composer avec lui, le gérer, s'entendre avec lui, ou même prendre le dessus. À ce moment-là, se battre semblait aussi crucial que de gagner.

Il est désormais temps de faire preuve de stratégie et d'habileté politique. Le pays en sortira gagnant dans la mesure où les élans nationalistes actuels contribueront à renforcer sa résilience face aux turbulences à venir. Mais si ces sentiments

nationalistes viennent à empêcher les dirigeants politiques de faire les compromis nécessaires, la déception sera inévitable. À l'instar des précédents dirigeants canadiens, le nouveau gouvernement libéral devra concilier l'humeur nationalistes en mettant l'édification de la nation au centre de notre réponse tarifaire. En somme, il s'agit de promouvoir les équivalents contemporains des grandes réalisations d'antan — voies maritimes, autoroutes, pipelines, réseau d'alerte avancé (DEW), l'intelligence artificielle (IA) et la propriété intellectuelle (PI). L'objectif est de faire en sorte que ce sursaut salutaire de fierté et de patriotisme ne devienne pas un frein, comme ce fut le cas pour les investissements étrangers dans les années 1970, mais un véritable levier de progrès.

Si nous étudions notre passé, c'est pour mieux décider dans le présent. Heureusement, nous avons 16 décennies d'expérience sur lesquelles nous pouvons nous appuyer.

GUERRE CONTRE LE « WOKISME » ET RÉACTIONS (DOMESTIQUES) FACE À LA DIVERSITÉ, L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION

DEBRA THOMPSON

Dr Debra Thompson est professeure agrégée de science politique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les inégalités raciales dans les sociétés démocratiques à l'Université McGill. Elle est une éminente spécialiste sur la politique comparative de la race et membre du Collège des nouveaux chercheurs, artistes et scientifiques de la Société royale du Canada. À travers ses travaux de recherche, son enseignement et la vulgarisation scientifique, elle analyse les relations complexes – tant historiques que contemporaines – entre race, État et inégalités au Canada et dans d'autres sociétés démocratiques. Son premier ouvrage primé, *The Schematic State: Race, Transnationalism, and the Politics of the Census* (Cambridge University Press, 2016), est une étude sur le développement politique des classifications raciales dans les recensements nationaux des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. Son deuxième livre à succès, *The Long Road Home: On Blackness and Belonging* (Scribner Canada, 2022), est à la fois une réflexion personnelle, une analyse approfondie et une critique sociale percutante de la dynamique de la race et de l'appartenance au fil du temps et de part et d'autre de la frontière canado-américaine.

L'attaque frontale du président américain Donald Trump contre la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) est l'un des traits caractéristiques de sa seconde présidence. La première vague de décrets exécutifs, émis dans les premiers jours et semaines suivant son investiture en janvier, a mis fin à tous les programmes fédéraux en matière de DEI, suspendu les fonctionnaires chargés de ces questions, révoqué l'ordre exécutif du Président Lyndon B. Johnson de 1965 qui interdisait les pratiques de recrutement discriminatoires pour les contractants

fédéraux et reconnaissait que l'homme et la femme étaient les deux seuls sexes et menaçait d'enquêter sur les initiatives du secteur privé en matière de DEI pour en vérifier la conformité. Lors d'une deuxième vague, des engagements ont été pris pour « mettre fin à l'endoctrinement radical dans les écoles, de la maternelle au secondaire », à « interdire aux hommes de participer aux sports féminins », à « éradiquer les préjugés anti-chrétiens », à « désigner l'anglais comme la langue officielle des États-Unis » et à « restaurer la vérité et la raison dans l'histoire

américaine ».

Bien que seuls quelques décrets exécutifs de Donald Trump ciblent explicitement la DEI, l'agenda anti-DEI de son administration imprègne une large part de ses directives, initiatives, menaces et réprimandes. Cette offensive contre la DEI s'inscrit dans une stratégie conservatrice de long terme visant à inverser les victoires législatives du mouvement des droits civiques, dont les luttes récentes sur concentraient sur les droits de vote et la discrimination positive devant les tribunaux. Le Projet 2025, un agenda politique élaboré par une coalition d'organisations conservatrices, préconise la suppression des programmes, politiques et mandats DEI au sein de nombreux départements fédéraux, ainsi que dans les contrats, règles, réglementations et subventions accessoires. L'essentiel des recommandations du « *Counterrevolution Blueprint* » du militant conservateur Chris Rufo (2025), plaidant que « les États-Unis éliminent le racisme de gauche du gouvernement fédéral et réengager le pays dans le principe d'égalité sans distinction de couleur », ont été mises en œuvre dans les deux premiers mois de la seconde présidence Trump. Le Département de l'Éducation américain a lancé un portail en ligne « End DEI » permettant au public de signaler les « pratiques préoccupantes » liées à la DEI dans les écoles et les districts scolaires locaux. Cette initiative s'accompagnait d'un communiqué citant Tiffany Justice, cofondatrice de l'organisation de droite Moms for Liberty, qui a réussi à promouvoir des interdictions de livres et à s'opposer aux droits LGBTQ dans tout le pays (USDOE 2025). En l'espace de quelques mois, le président Trump a réalisé ce que les militants républicains cherchaient à réaliser depuis des décennies.

Il ne s'agit pas simplement d'un contrecoup aux mouvements sociaux progressistes tels que #MeToo et #BlackLivesMatter, qui ont pris de l'ampleur pendant le premier mandat de Trump. Il s'agit plutôt d'une contre-révolution conservatrice, au cœur de laquelle réside la conviction que certaines institutions politiques ont été idéologiquement prises par la gauche. Les conservateurs perçoivent cette « captation idéologique » comme un processus s'étalant sur des décennies, accéléré sous la présidence d'Obama — sans doute en raison de la portée symbolique du premier président noir pour ses partisans comme pour ses détracteurs — et qui s'est cristallisé lorsque Joe Biden siégeait au Bureau ovale.

Selon cette thèse, la captation idéologique renvoie à l'idée que « l'idéologie de gauche axée sur la race, le genre et le wokisme » serait profondément enracinée dans l'« État profond » de la fonction publique fédérale — en particulier dans les domaines de la santé, des services sociaux, de l'éducation, des arts, de la justice et du travail. L'enseignement supérieur y est présenté comme un bastion de l'intolérance de gauche, où les libéraux exerceraient un contrôle idéologique rigoureux sur l'endoctrinement des futures élites. Cette « idéologie woke radicale » imprènerait, toujours selon cette perspective, l'ensemble des activités de l'État : de l'attribution des contrats publics et du financement de la recherche, à l'aide internationale, jusqu'aux tâches administratives les plus routinières. Dès lors, seule une intervention étatique d'envergure permettrait, selon ses partisans, de purger les institutions américaines de ce système de patronage de gauche.

Les effets de cette nouvelle mouture de la refonte conservatrice sont prévisibles, car nous en avons déjà connu les mécanismes ; il s'agit d'une

déclinaison du XXI^e siècle de dynamiques propres aux XIX^e et XX^e siècles. Lorsque #BlackLivesMatter a obtenu un large soutien à l'été 2020, certains y ont vu une « Troisième Reconstruction » (Joseph 2022). À l'instar de la période de reconstruction qui a suivi la guerre de Sécession et de la remise en cause de la ségrégation raciale par le mouvement des droits civiques dans les années 1960, ce moment constituait un bouleversement durant lequel les Afro-américains et leurs alliés réclamaient une reformulation inclusive et égalitaire de la démocratie américaine. Comme par le passé, les mouvements pour la justice raciale se voient désormais balayés par une résurgence de l'ère de la Rédemption, une période où les forces régressives mobilisent le pouvoir de l'État pour réécrire l'histoire des États-Unis, restaurer des hiérarchies raciales et de genre ébranlées mais persistantes et réaffirmer un statu quo profondément inégalitaire.

Au Canada, les effets directs du tsunami d'attaques anti-DEI émanant de l'exécutif américain commencent à se faire sentir. Des chercheurs canadiens bénéficiant de subventions financées par les États-Unis ont été interrogés par le Bureau de la gestion et du budget américain (OMB) au sujet d'éventuels liens entre leurs travaux et les questions de diversité, d'équité et d'inclusion. On leur a également demandé si leurs recherches incluaient des thématiques liées au climat ou à la justice environnementale, ou encore s'ils prenaient « des mesures appropriées pour protéger les femmes et se prémunir contre l'idéologie du genre » (Friesen 2025). Par ailleurs, des rumeurs circulant dans le milieu des affaires canadien laissent entendre qu'il existerait des pressions pour aligner les priorités commerciales sur la croisade anti-DEI de Trump, ou pour modifier leur image, réduire ou

supprimer les programmes DEI (Thompson 2025 ; Williams 2025).

Mais les Canadiens ne se contentent pas de réagir à ce qui se passe au sud de la frontière. En effet, nous assistons déjà à une vague grandissante de sentiments anti-DEI, d'origine locale, influencés par le contexte national et profondément ancrés dans la réalité canadienne.

Le convoi de la liberté, qui s'est emparé du centre-ville d'Ottawa en janvier et février 2022, a été le premier symptôme d'une politique de revendications typiquement canadienne. Au départ, il s'agissait d'une protestation contre les mandats de vaccination relatifs à la COVID-19, mais le convoi a été galvanisé par un appel à la liberté face à l'ingérence du gouvernement et par une haine intense à l'égard du Premier ministre de l'époque, Justin Trudeau. Les rapports du Réseau canadien anti-haine (2022) sur les organisateurs du convoi ont également révélé des antécédents d'islamophobie, d'antisémitisme, de racisme et d'incitation à la violence. Le convoi était une première manifestation excessive qui reflétait un sentiment plus large : la « gauche » était allée trop loin, non seulement dans son approche de la gestion de la pandémie, mais aussi dans ses concessions aux « *social justice warriors* », dans l'instrumentalisation de la culture de l'effacement, dans son élitisme hautain. Selon un rapport commandé par le Public Policy Forum, les jeunes Canadiens ont identifié les vaccins contre la COVID-19 et les politiques de santé publique comme les sujets les plus polarisants au pays, suivie de près par la politique et le rôle du gouvernement, la race et le racisme, les droits de la personne, les questions d'équité et d'accès, ainsi que le genre et l'identité sexuelle (Ling 2023, p. 24).

Un recentrage plus explicite sur les politiques DEI (Diversité, Équité, Inclusion) était inévitable. En novembre 2024, le Comité permanent des sciences et de la recherche a entendu plusieurs professeurs faire valoir que les exigences liées au DEI réduisaient le vivier de talents admissibles au financement fédéral de la recherche. Le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, a appuyé l'argument du polémiste culturel Jordan Peterson, selon lequel le racisme aurait été importé des États-Unis vers le Canada, estimant que les Canadiens devaient « renoncer aux identités hybrides et mettre de côté la race, cette obsession raciale que le wokisme a réintroduite ». Lors de la campagne électorale d'avril 2025, les conservateurs ont misé sur une stratégie visant à accroître la visibilité des enjeux liés aux soi-disant guerres culturelles (Kaufmann 2024). Toutefois, la démission de Justin Trudeau, figure que les conservateurs qualifient volontiers de « woke », est venue perturber cette stratégie ainsi que d'autres éléments de leur campagne.

Bien qu'incubée ailleurs, cette réaction s'est développée au Canada en épousant les ancrages culturels nationaux tout en étant dépendant des institutions politiques locales — susceptibles d'en favoriser ou d'en entraver l'expression. Prenons l'exemple de la polarisation idéologique, champ de bataille clé des guerres culturelles contemporaines. Aux États-Unis, un large corpus sur la polarisation affective suggèrent qu'un éloignement — émotionnel, social et politique — croissant entre les élites politiques et leurs bases électorales pourrait compromettre les consensus bipartisans et saper la confiance dans les institutions démocratiques (Shah 2025). Des normes comme la retenue institutionnelle et la tolérance mutuelle (Levitsky et Ziblatt 2018) naissent de l'équilibre entre conflit

et consensus que les institutions doivent permettre aux élites de maintenir.

Contrairement au cas américain, les preuves d'une polarisation idéologique croissante au Canada restent mitigées. Richard Johnston (2023) établit que, si les sentiments des Canadiens à l'égard des partis politiques sont devenus plus polarisés, ils ne sont pas nécessairement devenus plus négatifs. De surcroît, la manière dont la partisanerie idéologique s'est apparentée à une forme de politique identitaire aux États-Unis ne trouve aucun écho dans le contexte canadien.

Quand Trump accédait au pouvoir en 2016 et que la littérature populaire tentait d'expliquer le ressentiment de la classe ouvrière blanche (Hochschild 2016; Vance 2016; Metzl 2019) et la vague mondiale de populisme de droite, le Canada maintenait un soutien public élevé à l'immigration et au multiculturalisme. Souvent désigné sous le terme d'« exceptionnalisme canadien », ce phénomène a conduit des politologues à soutenir que le Canada avait échappé au courant qui a conduit au Brexit et à l'élection du président Trump, en raison de contingences géographiques, de régimes politiques distincts en matière d'immigration, de citoyenneté et de multiculturalisme, ainsi que l'architecture du système électoral (Banting et Kymlicka 2010; Bloemraad 2012; Triadafilopoulos et Taylor 2021).

Le consensus entourant l'exceptionnalisme canadien est en train de s'effriter. Les étudiants étrangers ont, dans une certaine mesure, été érigés en boucs émissaires de la crise du logement, devenue criante en 2023. En réponse à la pression de l'opinion publique, le gouvernement libéral a plafonné les visas étudiants internationaux et abaissé

ses objectifs d'immigration. Par ailleurs, si l'appel récent de Trump à faire du Canada le « 51^e État » et les tarifs douaniers qu'il a imposés aux importations canadiennes sont rejetés par la majorité des Canadiens, seuls 45 % désapprouvent son décret interdisant aux personnes non biologiquement femmes à la naissance de participer aux compétitions sportives féminines – mesure soutenue par 76 % des électeurs conservateurs et 49 % des électeurs libéraux (Kishchuk 2025).

Les attaques de Donald Trump contre l'économie et

la souveraineté du Canada ont, du moins temporairement, rallié les Canadiens et renforcé le soutien envers les libéraux à l'approche des élections d'avril. Celles-ci ont vu le parti dirigé par Mark Carney remporter un mandat minoritaire, devançant de justesse les conservateurs au vote populaire national. Seul l'avenir nous dira dans quelle mesure la guerre contre le « wokisme » – qu'elle soit d'origine locale ou qu'elle provienne des États-Unis – parviendra à transformer le rejet des politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) en mesures régressives inscrites dans les politiques publiques.

RÉFÉRENCES

Banting, Keith, and Will Kymlicka. 2010. « *Canadian Multiculturalism: Global Anxieties and Local Debates* ». *British Journal of Canadian Studies* 23(1):43–72.

Bloemraad, Irene. 2012. *Understanding 'Canadian Exceptionalism' in Immigration and Pluralism Policy*. Washington, DC: Migration Policy Institute.

Canadian Anti-Hate Network. 2022. « *The 'Freedom Convoy' is nothing but a vehicle for the far-right* ». *Canadian Anti-Hate Network*, 27 janvier. www.anti-hate.ca/the-freedom-convoy-is-nothing-but-a-vehicle-for-the-far-right

Friesen, Joe. 2025. « *U.S. government is asking Canadian researchers whether their work deals with DEI, climate, gender* ». *Globe and Mail*, 19 mars. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-us-government-is-asking-canadian-researchers-whether-their-work-deals/>

Hochschild, Arlie. 2016. *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. New York: New Press.

Johnston, Richard. 2023. « *Affective Polarization in the Canadian Party System, 1988–2021* ». *Canadian Journal of Political Science* 56(2): 372–95.

Joseph, Peniel E. 2022. *The Third Reconstruction: America's Struggle for Racial Justice in the Twenty-First Century*. New York: Basic Books.

Kaufmann, Eric. 2024. *The Politics of the Culture Wars in Contemporary Canada*. Ottawa: Macdonald-Laurier Institute.

Kishchuk, Oksana. 2025. « *The Conservative Dilemma (and opportunity)* ». Abacus Data, 29 mars. <https://abacusdata.ca/the-conservative-dilemma-and-opportunity/>

Levitsky, Steven et Daniel Ziblatt. 2018. *How Democracies Die*. New York: Penguin Random House.

Ling, Justin. 2023. *Far and Widening: The Rise of Polarization in Canada*. Ottawa: Public Policy Forum.

Metz, Jonathan M. 2019. *Dying of Whiteness: How the Politics of Racial Resentment is Killing America's Heartland*. New York: Basic Books.

Rufo, Chris. 2025. « Counterrevolution Blueprint: How to eliminate left-wing racialism from the federal government ». *City Journal*, Hiver. www.city-journal.org/article/counterrevolution-blueprint

Shah, Tamanna. M. 2025. « Trends in Political Science Research: Affective Polarization ». *International Political Science Abstracts* 75(1): 1–14.

Thompson, Debra. 2025. « The name can change but the work must not: why Canada still needs DEI ». *Globe and Mail*, 8 février. www.theglobeandmail.com/opinion/article-the-name-can-change-but-the-work-must-not-why-canada-still-needs-dei/

Triadafilopoulos, Triadafilos et Zack Taylor. 2021. « The Political Foundations of Canadian Exceptionalism in Immigration Policy ». Dans Y. Samy, H. Duncan et M. Palmer (eds.) *International Affairs and Canadian Migration Policy*. Palgrave Macmillan.

United States Department of Education. 2025. « U.S. Department of Education Launches 'End DEI' Portal ». communiqué de presse, 27 février. www.ed.gov/about/news/press-release/us-department-of-education-launches-end-dei-portal

Vance, J.D. 2016. *Hillbilly Elegy: A Memoir of Family and Culture in Crisis*. New York: Harper.

Williams, Emily. 2025. « How some organizations are changing course on equity, diversity and inclusion initiatives ». *CBC News*, 15 février. www.cbc.ca/news/canada/edmonton/how-some-organizations-are-changing-course-on-equity-diversity-and-inclusion-initiatives-1.7456341

LE CANADA SOUS L'OEIL DE TRUMP

DAVID J. ROVINSKY

David Rovinsky vit à Burlington, au Vermont. Il a pris sa retraite après une carrière de 22 ans au sein du Service extérieur des États-Unis, au cours de laquelle il a servi au Brésil, au Paraguay, aux Philippines et au Koweït, et a enseigné à la U.S. Coast Guard Academy. Il est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université Laval et d'un doctorat de la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Il est présentement Secrétaire de l'Association d'études canadiennes aux États-Unis.

Donald Trump a multiplié les déclarations concernant le Canada, la première datant du 25 novembre 2024, lorsqu'il annonça son intention d'imposer un tarif douanier de 25% sur toutes les marchandises canadiennes entrant aux États-Unis. Ses justifications sur la question des droits de douane fluctuent : tantôt présentées comme un outil de négociation pour forcer le Canada à aborder la sécurité des frontières, l'immigration et le trafic de drogue ; tantôt invoquant le déficit commercial bilatéral américain, la nécessité d'accélérer la révision prévue en 2026 de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), ou comme levier pour contraindre le Canada à respecter l'objectif de dépenses militaires de 2% du PIB fixé par l'OTAN. Plus provocateur encore, il a appelé les États-Unis à annexer le Canada pour en faire un État américain. Décrypter la rhétorique de Trump relève du défi, tant elle semble souvent composée de saillies erratiques d'un démagogue aguerrri aux réseaux sociaux.

Pourtant, sous l'écume des provocations, se dessine une perception plus large du Canada.

La sécurité frontalière, le trafic de drogue, les déséquilibres commerciaux et les dépenses militaires constituent des enjeux permanents dans les relations canado-américaines. Les deux pays mènent régulièrement des consultations diplomatiques sur ces sujets; une simple demande américaine aurait probablement suffi à convier le Canada à la table des négociations. Dans un contexte différent, les exigences de Trump envers le Canada ne sont pas intrinsèquement déraisonnables, et les commentateurs canadiens reconnaissent souvent que traiter ces questions sert les intérêts nationaux du Canada indépendamment des pressions américaines. Cependant, l'approche de Trump se caractérisant par son style pétulant, un style de négociation qui rappelle la « théorie du fou » de Nixon - l'idée selon laquelle projeter un sentiment d'irrationalité

pourrait être perçu comme une stratégie diplomatique efficace.

Mais la rhétorique de Trump révèle-t-elle une vision stratégique du Canada ? Et si c'est le cas, se concrétisera-t-elle par des politiques durant les quatre prochaines années de son mandat ? Ses déclarations sur le Canada doivent être entendues au même titre que ses remarques faites sur l'acquisition du Groenland au Danemark et le rétablissement du contrôle américain sur le canal de Panama par la force. Cette vision du monde résonne avec l'époque de l'« âge d'or », notamment sous l'ère de William McKinley, où les États-Unis durcirent leurs tarifs douaniers et instrumentalisèrent la guerre hispano-américaine pour annexer Cuba, Porto Rico et les Philippines. Cette période d'expansionnisme puisait ses racines dans la doctrine de la « Destinée manifeste » - la conviction que l'expansion territoriale des États-Unis était inévitable et légitime. L'idée d'annexer le Canada était un thème récurrent dans le discours politique américain depuis la Révolution américaine jusqu'aux lendemains de la guerre de Sécession, influençant même la création du Dominion du Canada en 1867 comme rempart contre les ambitions annexionnistes des États-Unis. Encore en 1911, le président de la Chambre des représentants, Champ Clark, affirmait qu'un accord de réciprocité entre les États-Unis et le Canada serait un prélude à l'annexion, une déclaration qui contribua probablement à l'échec de l'accord et menant à la victoire des Conservateurs de Robert Borden aux élections fédérales canadiennes de cette année-là.

Historiquement, la rhétorique annexionniste était plus fréquente parmi les conservateurs américains, dont le nationalisme était teinté d'expansionnisme.

En revanche, leurs homologues canadiens de l'époque étaient de fervents monarchistes attachés à la place du Canada dans l'Empire britannique et méfiants envers le républicanisme américain. Pourtant, un courant de libéral favorable au libre échange plaidait l'intégration continentale, estimant que les réalités économiques la rendaient inévitable. L'historien Goldwin Smith est le plus célèbre à avoir exprimé ce point de vue dans son ouvrage de 1891, *Canada and the Canadian Question*, où il soutenait que le Canada manquait les bases économiques pour fonctionner en tant que nation indépendante. Selon lui, sa structure économique orientée nord-sud, favorisait naturellement une intégration avec les États-Unis. Il rejetait aussi la dualité linguistique du pays, prévoyant l'assimilation des Canadiens francophones. Pour Smith, la souveraineté canadienne n'était qu'une illusion coloniales maintenue par Londres et que l'annexion libérerait le Canada de ces contraintes géopolitiques.

On ne sait pas exactement dans quelle mesure Donald Trump et son entourage disposent d'une compréhension précise du Canada, ni de ceux qui orientent leurs visions sur les questions canadiennes. Cette incertitude contraste avec la réalité de liens avérés entre certains partisans de Trump et des figures de l'extrême droite canadienne, comme en témoignent les manifestations du Convoi de la liberté en 2022 et l'occupation du centre-ville d'Ottawa par les camionneurs. Par ailleurs, il y avait un antagonisme manifeste entre Trump et l'ancien premier ministre libéral Justin Trudeau, qui s'exacerba lors de leur affrontement au G7 de 2018 et par leurs divergences idéologiques profondes entre trumpisme et le « consensus laurentien » des élites libérales canadiennes. Néanmoins, Trump et

ses conseillers semblent saisir instinctivement les leviers susceptibles de perturber le débat politique canadien. On dirait qu'à Mar-a-Lago, quelqu'un a étudié *Survival: A Thematic Guide to Canadian Literature* dans lequel Margaret Atwood note : « Les Canadiens prennent constamment le pouls national tels des médecins auprès d'un malade ; non pour savoir s'il vivra bien, mais s'il vivra tout court. » Peut-être ont-ils aussi lu *Ultimatum et Exxoneration* de Richard Rohmer des années 1970, romans dépeignant des tentatives d'annexion américaines du Canada, percevant ainsi les failles psychologiques à exploiter.

Jusqu'à présent, Trump s'est abstenu d'exploiter directement la question la plus sensible de la politique canadienne : l'unité nationale. Ses principaux alliés au Canada sont des dirigeants conservateurs provinciaux de la Saskatchewan et de l'Alberta — deux provinces dont les liens économiques avec les États-Unis rivalisent avec ceux du reste du pays. La première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a rencontré Trump à Mar-a-Lago avant son investiture et aurait sollicité un traitement tarifaire préférentiel pour sa province. Trump s'est montré conciliant en maintenant les droits de douane sur l'énergie canadienne à 10 % au lieu de 25 %. Mais il aurait pu aller plus loin : s'il avait entièrement exempté le pétrole albertain, cela aurait pu contraindre Ottawa à imposer une taxe à l'exportation, ce qui aurait attisé les tensions autour de l'unité nationale.

De même, Trump s'est jusqu'ici gardé de s'immiscer dans les affaires du Québec, malgré le statut particulier de la province au sein du Canada. Ce n'est que récemment que le nationaliste québécois de droite, Mathieu Bock-Côté, a affirmé que le

Québec devrait reprendre sa quête d'indépendance — un projet qu'il soutient déjà sans réserve — si les États-Unis venaient à annexer le Canada. Jusqu'à présent, aucun proche de Trump n'a tenté de courtiser le Parti québécois, malgré sa bonne position dans les sondages et son engagement à organiser un troisième référendum sur la souveraineté en cas de victoire aux élections québécoises de 2026.

La démission de Justin Trudeau et l'arrivée de Mark Carney à la tête du Parti libéral — confirmée lors des élections fédérales canadiennes d'avril 2025 — introduisent une nouvelle dynamique dans cette équation. La popularité de Carney tient en partie à la perception qu'il est bien préparé à affronter les manœuvres commerciales et diplomatiques agressives de Donald Trump. Son expérience dans les hautes sphères de la finance et des banques centrales renforce son image de leader capable de gérer les turbulences économiques qu'une seconde présidence Trump pourrait engendrer. Sa victoire, au terme d'une campagne largement centrée sur Trump, témoigne de la sensibilité des Canadiens face aux perturbations en provenance de Washington.

Si l'appel de Trump à l'annexion peut sembler surprenant, il n'est pas sans précédent historique. Il s'inscrit dans une logique plus vaste, nourrie par la nostalgie qu'il cultive à l'égard de la politique américaine de la fin du XIX^e siècle. Bien qu'une telle annexion ait peu de chances de se concrétiser sur le plan politique, cette rhétorique pourrait continuer à déstabiliser la scène canadienne, en particulier si Trump choisit d'attiser les tensions régionales en Alberta ou au Québec. L'ampleur de cette déstabilisation dépendra largement de la manière dont il décidera d'instrumentaliser son discours

expansionniste au cours des années à venir.

RÉFÉRENCES

Atwood, Margaret. *Survival: A Thematic Guide to Canadian Literature*. Toronto, House of Anansi Press, 1972.

Bock-Côté, Mathieu. « L'empire nord-américain de Donald Trump ». *Le Journal de Montréal*, 3 février 2025. www.journaldemontreal.com/2025/02/04/empire-nord-americain-de-donald-trump

Opal, J. M. « The Historical Roots of Trump's Anger With Canada ». *The Walrus*, novembre 2024. <https://thewalrus.ca/the-historical-roots-of-trumps-anger-with-canada>

Rappaport, Alan, and Ian Austen. « What's Behind Trump's Love-Hate Relationship With Canada ». *The New York Times*, 3 mars 2025. www.nytimes.com/2025/03/03/us/politics/trump-canada-trade-tariffs.html

Rohmer, Richard. *Exoneration*. Toronto, McClelland and Stewart, 1974.

Rohmer, Richard. *Ultimatum*. Toronto, McClelland and Stewart, 1973.

Smith, Goldwin. *Canada and the Canadian Question*. Toronto, Hunter, Rose & Co.; New York and London, Macmillan and Co., 1891.

« NOTRE RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS RESTERA TOUJOURS IMPORTANTE POUR NOUS »

JANICE STEIN

Reconnue comme l'une des expertes canadiennes les plus respectées sur la scène nationale et internationale en politique mondiale, Janice Gross Stein est professeure et titulaire de la Chaire Belzberg en gestion des conflits et fut la première directrice de l'École Munk des affaires internationales de l'Université de Toronto. Elle est membre de la Société royale du Canada, de l'Ordre du Canada et de l'Ordre de l'Ontario. Elle est également membre honoraire étrangère de l'American Academy of Arts and Sciences.

En 2001, elle a été conférencière Massey pour la CBC et figure parmi les premières lauréates de la bourse de la Fondation Trudeau. Le Conseil des arts du Canada lui a décerné le prix Molson pour sa contribution remarquable au débat public en tant que chercheuse en sciences sociales. Cinq universités à travers le monde lui ont également attribué un doctorat honorifique en droit. En 1996, elle a reçu le titre de professeure d'université, la plus haute distinction académique accordée par l'Université de Toronto à son corps enseignant.

Janice Stein a partagé ses réflexions sur le passé et le présent des relations canado-américaines lors d'un entretien avec le rédacteur invité Randy Boswell.

Q. : Compte tenu de l'histoire des relations entre le Canada et les États-Unis, comment qualifieriez-vous les bouleversements actuels depuis l'entrée en fonction du Président américain Donald Trump en janvier 2025 ? Serions-nous, de fait, en train de vivre un moment décisif ou bien une rupture historique ?

R. : Je ne qualifierais pas cela de rupture historique si nous adoptions une perspective plus large sur cette relation, qui débute officiellement après la

guerre de Sécession (1861-1865) aux États-Unis. Déjà à l'époque de la Confédération, les Canadiens se distinguaient de leurs voisins du sud en conservant leur loyauté envers la Couronne.

Dans le cadre de la politique nationale protectionniste de son gouvernement, le premier ministre John A. Macdonald a imposé des tarifs douaniers pour soutenir le développement de l'industrie canadienne et le pays a engagé un effort conscient et délibéré de construction nationale en érigeant des

chemins de fer orientés est-ouest plutôt que nord-sud. Il y a donc eu de longues périodes où le Canada a sciemment cherché à se différencier des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis ont eux aussi, à certaines époques, adopté des politiques protectionnistes, comme ce fut le cas sous le président William McKinley (1897-1901), que le Président Trump admire ouvertement. Dans les années 1960, un mouvement nationaliste canadien s'est en partie défini par son rejet de l'identité américaine. Toutefois, cela a commencé à changer avec la création d'un secteur automobile intégré. Puis, lors d'une élection historique en 1988, le Canada a élu le premier ministre Brian Mulroney, fervent partisan du libre-échange avec les États-Unis. Pendant près de 40 ans, le Canada a progressivement intégré son économie à celle des États-Unis. Les barrières tarifaires ont été réduites des deux côtés, favorisant une libre circulation des capitaux et des échanges commerciaux à travers la frontière. C'est cette dernière période de 40 ans que le Président Trump a bouleversée. Nous faisons certes face à une rupture, mais ce n'est pas la première fois dans notre histoire que nous avons volontairement réduit nos liens avec les États-Unis.

Q. : Le passé du Canada offre-t-il des leçons susceptibles d'orienter sa manière de gérer les tensions actuelles dans ses relations avec les États-Unis ?

R. : Les économies ont tellement changé au cours des 40 dernières années que les stratégies qui ont réussi dans le passé ne sont au mieux que des guides métaphoriques pour l'avenir. L'industrie manufacturière a reculé dans les deux pays, comme dans l'ensemble des économies développées, tandis que l'agriculture est devenue une activité à vocation commerciale. Le secteur des services a connu

une croissance exponentielle dans les deux économies, devenant une source majeure de revenus et d'exportations. Par ailleurs, la technologie est en train de transformer en profondeur le secteur des services, ainsi que ceux de l'agriculture et de l'extraction des ressources naturelles. L'application de tarifs douaniers par le Président Trump pour ramener les emplois manufacturiers du 20^e siècle aux États-Unis n'a pas beaucoup de sens. Il s'agit d'une stratégie nostalgique tournée vers le passé. Le Canada doit se garder d'investir pour protéger des emplois que la technologie rendra obsolètes d'ici une ou deux décennies. Plutôt que de regarder en arrière, le Canada doit se tourner vers l'avenir et à investir dans la technologie et la productivité qui façonneront les économies de la prochaine génération.

Q. : Le Canada est confronté à deux défis majeurs et interdépendants : les droits de douane imposés par Trump, auxquels de nombreux autres pays sont également confrontés et qui menacent l'économie canadienne ; et les propos récurrents de Trump sur l'annexion du Canada en tant que « 51^e État », une menace territoriale à laquelle sont également confrontés le Danemark (Groenland) et le Panama (canal de Panama). Quelle est votre lecture de ces enjeux et, plus précisément, dans quelle mesure prenez-vous au sérieux les propos de Trump sur l'annexion par la contrainte économique ?

R. : Les propos repris par le Président Trump sur le Canada en tant que « 51^e État » – des propos qui ont débuté lors de son dernier mandat – montrent qu'il ne s'agit pas d'une lubie de circonstance. Ce qui est remarquable, c'est que l'intégration du Canada comme 51^e État favoriserait électoralement les démocrates, non les républicains. Dans

un article récent du *Washington Post*, Paul Kane, qui a travaillé avec des experts pour modéliser l'impact des électeurs canadiens, a conclu que les électeurs canadiens auraient pu modifier le résultat de la dernière élection présidentielle américaine. Si l'obsession du Président n'est pas motivée par des intérêts politiques, elle ne peut l'être que par des intérêts économiques : l'accès aux minéraux critiques, à l'eau et à d'autres ressources que possède le Canada et dont les États-Unis ont besoin et qu'ils convoitent. Il serait insensé de la part des Canadiens de ne pas prendre cette menace implicite au sérieux.

Q. : Les deux principaux partis politiques au Canada semblent convenir que la meilleure stratégie en ce moment consiste à exercer des mesures de rétorsion fermes contre les droits de douane américains tout en renforçant les relations commerciales et sécuritaires avec l'Europe et d'autres pays à travers le monde. Selon vous, comment le prochain gouvernement du Canada devrait-il appréhender les défis actuels posés par les États-Unis sous la présidence de Trump ?

R. : Nous venons de traverser une campagne électorale surprenante, au cours de laquelle la destinée des deux principaux partis du Canada s'est inversée de manière spectaculaire face à la menace économique provenant des États-Unis. Les dirigeants canadiens devront désormais faire preuve de discernement, de prudence et de retenue lorsqu'ils évalueront dans quelle mesure le Canada peut raisonnablement se diversifier. Notre géographie est un formidable atout et l'attrait du marché dynamique, productif et innovant du Sud, neuf fois plus grand que le nôtre, restera toujours présent. Notre relation avec les États-Unis restera toujours importante pour nous :

nous partageons un continent et faisons partie des Amériques. Nous pouvons et devons approfondir nos liens avec nos amis en Europe et nos partenaires de l'Indo-Pacifique, la région du monde à la croissance la plus rapide. Mais nous devons garder les yeux ouverts sur la limite réelle de cette diversification au cours de la prochaine décennie.

Q. : Comment le prochain gouvernement canadien devrait-il affronter les défis posés par la présidence de Trump ?

R. : Le Canada ne peut pas, comme l'a récemment reconnu le premier ministre Mark Carney, se permettre une riposte tarifaire équivalente à celle des États-Unis. Les asymétries entre les deux économies sont tout simplement trop importantes. Cependant, le Canada possède des atouts : notre uranium, notre potasse, nos minéraux critiques, notre énergie, autant de ressources vitales pour les États-Unis à court et moyen terme. Certains secteurs de l'économie américaine, notamment l'automobile, seraient gravement perturbés par des tarifs douaniers, en raison de chaînes d'approvisionnement étroitement intégrées. Les dirigeants canadiens doivent faire preuve de prudence et de détermination lorsqu'ils élaborent des stratégies poursuivant deux objectifs distincts mais complémentaires. D'une part, les tarifs peuvent servir d'incitatif pour amener les États-Unis à négocier le renouvellement de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Idéalement, nous ne devrions être ni les premiers, ni les deuxièmes, ni même les cinquièmes à conclure un accord. La patience stratégique sera une vertu précieuse. D'autre part, et surtout, les droits de douanes doivent nous permettre de gagner du temps pendant que nous réformons notre économie, cherchons des investissements étrangers hors

des marchés de capitaux américains et favorisons les investissements dans les technologies essentielles à l'économie de demain. Il s'agit là d'une priorité absolue pour le nouveau gouvernement.

Q. : Au cours de ces dernières années, de vives inquiétudes ont été exprimées quant à la montée de l'autoritarisme dans le monde et au déclin concomitant de la confiance dans la démocratie et ses institutions. Dans quelle mesure pensez-vous que ce phénomène contribue aux tensions actuelles dans les relations entre le Canada et les États-Unis ?

R. : Le recul de la démocratie et le basculement dans l'autoritarisme devraient préoccuper profondément les Canadiens. L'autoritarisme menace tout ce qui est cher aux Canadiens, telles nos valeurs, notre culture, nos institutions éducatives, notre société, notre politique, notre économie et, bien entendu, nos droits. Le remède le plus puissant contre

l'autoritarisme consiste à restaurer la confiance dans nos institutions démocratiques. Et pour y parvenir, il faut avant tout convaincre les Canadiens que le gouvernement agit dans leur intérêt : qu'il est capable de fournir des services de manière efficace et efficiente, de surveiller nos frontières et d'assurer leur protection, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. Ce n'est pas un hasard si Mussolini, le dirigeant fasciste de l'Italie des années 1930, avait promis que les trains arriveraient à l'heure. Or, chez nous, les trains n'arrivent toujours pas à l'heure, et en passant, nous n'avons toujours pas construit la prochaine génération de trains à grande vitesse. Notre nouveau gouvernement doit se consacrer à améliorer concrètement la vie des Canadiens et à leur montrer clairement pourquoi, et comment, l'action publique est indispensable. C'est un défi considérable, et cette fois-ci, l'échec n'est pas envisageable. Il suffit de regarder, médusés et horrifiés, ce qui se passe aux États-Unis, notre plus proche voisin et allié, pour en mesurer le prix.

UN APPEL À DONALD TRUMP : JOIGNEZ LE CANADA !

ANDREW COHEN

Andrew Cohen est un auteur à succès, un journaliste primé et professeur adjoint en journalisme à l'Université Carleton. Ses sept livres, portant sur l'histoire, la biographie et la chronique, abordent des sujets allant de la politique constitutionnelle du Canada au caractère national, en passant par l'exploration de l'Arctique. Son dernier ouvrage s'intitule *Two Days in June: John F. Kennedy and the 48 Hours That Made History*.

Entre 1997 et 2001, il a été correspondant et chroniqueur pour le *Globe and Mail* à Washington, D.C. En 2016-2017, à titre de boursier Fulbright, il a occupé la Chaire Fulbright en relations Canada-États-Unis au Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington.

Monsieur le Président Trump,

Depuis plus de cent jours que vous êtes en fonction, vous avez parcouru le monde sans jamais quitter votre pays. Eh bien, Il faut dire que vous êtes très occupé: instaurer la paix en Ukraine, rééquilibrer le système commercial international, mettre fin à l'aide étrangère, repenser Gaza de la rivière à la Riviera, reprendre possession du canal de Panama et repeindre le Groenland en rouge, blanc et bleu.

Mais parmi toutes vos initiatives, la plus audacieuse reste sans doute votre promesse de faire du Canada le 51^e État. Vous avez lancé l'idée après votre élection et vous l'avez généreusement partagée avec Justin Trudeau à Mar-a-Lago en décembre. Vous

l'avez même appelé « gouverneur » ! Il a apprécié cette promotion et aussi, semble-t-il, l'intérêt quasi paternel que vous portez à son avenir politique.

Sachez, Monsieur le Président, que les Canadiens se réjouissent de votre invitation. Imaginer que nous, le « timide Dominion », puissions un jour rejoindre la Grande République ! C'est très flatteur. Certains Canadiens ont toujours voulu faire partie de la « Grande Amérique » et il est facile de comprendre pourquoi. Comme on le chante dans *West Side Story*: « *Life is all right in America!* »

Les Canadiens ont longtemps envié tant de choses chez vous: Hollywood, le jazz, le rock'n'roll, le baseball, les hot-dogs, Howard Johnson's, Marilyn

Monroe et Taylor Swift, le mont Rushmore et le Grand Canyon, le Secret Service, le Washington Monument. Tout y est plus grand et plus impressionnant. Le Canada c'est ennuyeux. Ici, lorsqu'on gagne à un jeu télévisé, le gros lot est un grille-pain ; en Amérique, c'est une Cadillac. Enfants, à Montréal, nous avions les Smarties, le Fanta et la Place Ville Marie ; nous rêvions de M&Ms, de Coca-Cola et de l'Empire State Building. Nous avions The Beachcombers, vous aviez les Beach Boys. Nous avions Mackenzie King, vous aviez Martin Luther King Jr. Pas besoin d'en dire plus.

Nous vous avons tellement enviés que nous vous avons copiés. Le National Park Service et Parcs Canada ; la Great Society et la Just Society ; le Flatiron Building de New York et le Gooderham Building de Toronto (à vrai dire, le nôtre était le premier).

Mais aussi fort que notre désir d'Amérique ait été, séduits par votre géographie, votre histoire, votre personnalité, vous ne nous avez jamais sérieusement appréciés. C'est flatteur, touchant, vraiment, que vous le souhaitiez maintenant.

Mais, parce que nous vous admirons, Monsieur le Président, nous devons vous dire qu'annexer notre pays serait une erreur. Nous sommes une nation progressiste et modérée, dotée d'un gouvernement engagé, de réglementations publiques et d'un attachement au politiquement correct. Nous élargissons notre État-providence (soins dentaires, médicaments sur ordonnance) pendant que vous souhaitez réduire le vôtre (Sécurité sociale, Obamacare). Avant que la population du Canada ne dépasse récemment celle de la Californie, on trouvait aux États-Unis davantage d'Américains

qui résonnaient comme les Canadiens, qu'il n'y en avait au Canada lui-même. Plus préoccupant encore, nous ajouterions 52 sièges à la Chambre des représentants, soit autant que la Californie en compte aujourd'hui. La plupart seraient détenus par des Démocrates, qui pourraient ainsi contrôler la Chambre pendant une génération.

Vous le savez, Monsieur le Président. Nous pensons que lorsque vous évoquez le 51^e État (ce que vous répétez depuis que Mark Carney est devenu Premier ministre), vous êtes simplement le malin espiègle que vous êtes. Nous soupçonnons que vous ne voulez pas vraiment de nous. Ce que vous voulez, c'est notre eau, notre pétrole et notre gaz, nos minéraux critiques. Nous ne sommes pas contrariés à l'idée que vous ne soyez pas intéressé par le hockey, le curling, Anne Murray, la poutine, Terre-Neuve, les mouches noires et l'hiver. Cela ne nous blesse pas. Enfin, peut-être un peu.

Mais voici une autre façon de voir les choses, Monsieur le Président : au lieu que nous vous rejoignons, pourquoi ne viendriez-vous pas plutôt chez nous ? Plus vous y penserez, mieux ce sera. C'est tellement logique que vous serez déçu de ne pas y avoir pensé par vous-même. (Ne vous inquiétez pas, nous pouvons garder cette idée entre nous et vous laisser l'annoncer sur Truth Social.)»

Pourquoi nous joindre ? Eh bien, pour commencer, vous adopteriez un peu de tempérament canadien. Certes, vous deviendriez un peu plus petit et un peu moins fort, mais aussi plus doux et plus agréable. Vous apprendriez la modestie, la discrétion et cette politesse légèrement embarrassante qui nous caractérise. Nous ne sommes pas forcément aimables, car nous ne le sommes pas toujours ; le

hockey est quand même plus brutal que le baseball, surtout lors des bagarres. Rassurez-vous, vous ne serez pas réduits au silence. Vous pourrez toujours hurler, maudire et vous déchaîner. De notre côté, nous répondrons par un léger « tsk » et une désapprobation calme, mais respectueuse. Plutôt que la défiance, votre posture par défaut deviendrait la déférence. En peu de temps, vous vous surprendriez à dire « s'il vous plaît », « merci » et même « désolé »... ce ne serait pas votre faute. Vous seriez plus apaisé, presque zen. Ce n'est peut-être pas très américain, mais votre tension artérielle vous en remerciera.

En tant que Canadiens, votre peuple deviendrait également moins violent. Un trait de caractère difficile à perdre, je le sais. Après tout, vous êtes nés *dans le sang* en 1776 et vous n'avez jamais cessé de saigner depuis. Vous avez perdu plus des vôtres pendant la guerre de Sécession que dans toutes vos guerres étrangères réunies. Nous, de notre côté, n'avons jamais connu de guerre civile, ni de révolution, ni d'insurrection, ni de troubles civils majeurs. Vous posséderiez moins d'armes à feu (vous en détenez 400 millions pour 348 millions de personnes). Le droit de détention et de port d'armes disparaîtrait, ce qui nécessiterait une période d'adaptation. Mais ne vous inquiétez pas, Monsieur le Président : au Canada, personne ne vous agressera, ne vous volera ni ne vous tuera autant. Vous n'en aurez donc nul besoin. Des événements tragiques surviennent ici aussi, mais plus rarement.

En devenant l'un des nôtres, vous épouseriez un passé moins tourmenté. Plutôt que d'avoir colonisé l'Ouest en exterminant et déplaçant les peuples autochtones, vous pourriez affirmer l'avoir fait d'une manière qui, bien que critiquable, ne relevait pas d'un génocide. Il en va de même pour l'esclavage :

nous l'avons abolie pour devenir la terre d'asile d'Harriet Tubman. N'est-ce pas un soulagement de ne plus avoir à rendre de comptes ni à porter cette culpabilité — d'autant que vous ne vous en êtes jamais excusé, d'ailleurs ? Nous vous initierons à la réconciliation et à la reconnaissance territoriale.

Devenus américano-canadiens, vous verrez la vie autrement. Ici, la politique et la religion ne font pas bon ménage. Les armes ne sont pas sacro-saintes — pas plus que l'armée. Le cannabis est légal partout, pas juste dans quelques États. Les débats de société sont moins clivants. Nous rejetons la peine capitale mais nous tolérons l'avortement et l'aide médicale à mourir. (C'est si populaire qu'une amie âgée en Alberta m'a confié qu'elle et son mari avaient assisté à un atelier très fréquenté dans un centre pour aînés pour mieux comprendre les options qui s'offrent à eux. L'endroit était comble, et l'attente leur est devenue insupportable.) En tant que Canadiens, vous devriez également savoir que nous sommes ouverts à la recherche sur les cellules souches, le mariage entre personnes de même sexe et les droits des personnes transgenres. Rejoignez-nous et l'angoisse que suscitent ces questions disparaîtra.

Vous n'aimerez pas notre économie. Les impôts sont plus élevés. Les prix aussi. Vous serez moins riche. Vous remarquerez que les consommateurs d'ici sont différents — moins dépensiers —, d'où l'échec de Nordstrom. Target n'était même pas assez bon marché pour les Canadiens. Si vous échouez ici, eh bien, on dit que vous pouvez échouer n'importe où. La Baie d'Hudson, notre magasin emblématique, coule à pic comme Macy's. La Baie a été liquidée par les Américains, mais pourrait être sauvée par les Chinois. Vous n'aimez pas nos quelques banques à charte, mais qui a besoin de Chase Manhattan ou

de Bank of America quand la Banque de Commerce et la Banque Scotia existent ? Plus de prudence à la canadienne et moins de faillites bancaires.

Vous n'aurez pas à vous soucier de tous ces droits de douane; vous compenserez avec notre taxe nationale de vente. Oubliez aussi l'angoisse des soins de santé : c'est gratuit et universel. Et parce que nous croyons aux vaccins, nous avons enregistré trois fois moins de décès (par habitant) que votre pays pendant la COVID-19. Les maladies qui vous effraient sont plus rares ici (même si les cas de rougeole grimpent en Ontario... comme au Texas).

Les véritables avantages pour vous, Monsieur le Président, relèveront des domaines militaire et diplomatique. Ne vous tourmentez plus à dépenser 892 milliards de dollars pour la défense, comme vous le faites actuellement. Chez nous, l'armée tient du simple service d'ordre et pratiquons une diplomatie de bouts de ficelle. Nous ne craignons aucune menace, car honnêtement, qui voudrait nous envahir ? D'ailleurs, en vous joignant à nous, la plus grande menace, à savoir vous, disparaît. Une situation gagnant-gagnant pour tous, Monsieur le Président.

Contrairement à vous, nous nous entendons avec tout le monde. Nous sommes le gentil garçon du monde, le boy scout, le conciliateur efficace et le médiateur honnête. Nous maîtrisons l'art d'être modérément influents. Autrefois, nous étions les premiers gardiens de la paix du monde et maintenant vous pourrez l'être aussi ! Il n'y a pas de club auquel nous n'ayons pas adhéré. Tout le monde nous aime, nous les Canadiens... et ils vous aimeront aussi.

Autre chose. En tant que Canadiens, vous hériterez du Grand Nord. Inutile de nous le prendre, comme vous ne cessez de le menacer. Nous ne ferons plus qu'une seule et heureuse famille, unie du golfe du Canada à la mer de Grotzky. Grâce à nos terres et à vos brise-glaces, nous pourrions tenir les Russes et les Chinois à distance. Et surtout, vous n'aurez plus besoin du Groenland.

Mais vous savez ce qu'il y a de plus attrayant dans l'idée de rejoindre le Canada, Monsieur le Président ? C'est ce que vous y gagnerez, personnellement. Vous pourriez devenir premier ministre en quelques semaines. Nos campagnes sont plus courtes et moins coûteuses et nous comptons les voix et annonçons les résultats immédiatement. Personne ne les conteste.

Continuez à gagner et vous pourrez gouverner pour toujours. Pour de vrai. Il n'y a pas de limites de mandat ici ! Fini le tracas d'un troisième mandat. En tant que Premier ministre, vous êtes libre de fixer la date des élections. Comme Franklin D. Roosevelt l'a fait autrefois, vous pourrez vous représenter encore et encore. Mackenzie King est resté 22 ans au pouvoir, Pierre Trudeau 16 ans, et d'autres, comme Stephen Harper et Justin Trudeau, environ dix ans. Et, eh bien, si vous voulez devenir roi du Canada, c'est possible aussi ! Persuadez votre ami le roi Charles III d'abdiquer et le trône sera vôtre. Je doute qu'il soit vraiment contrarié de perdre le Canada, qu'il visite rarement de toute façon. Autre avantage : vous pourrez remplir la Cour suprême de vos propres nommés, sans confirmation du Sénat. Ici, vous pourrez être dictateur non pas pour un jour, comme vous l'avez menacé, mais aussi longtemps que vous le souhaitez.

Allez-y, Monsieur le Président. Saisissez l'instant. Ce moment vous appartient. C'est l'occasion de devenir immortel. Rejoignez-nous et vous serez célébré et vénéré — maintenant et pour l'éternité — en tant que souverain de la plus grande union que le monde ait jamais connue : les États-Unis du Canada.

Votre dévoué serviteur,

Andrew Cohen

